

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Cap sur l'internationalisation du «Made in Algeria»

L'Algérie accélère sa stratégie d'internationalisation de son industrie pharmaceutique, en misant à la fois sur la mise à niveau de son système de réglementation et sur le renforcement de la coopération avec les organisations internationales en vue d'accéder aux marchés africains notamment. P 3



PRIX À LA CONSOMMATION À ALGER **Un léger recul de 0,1 % enregistré en juin 2026**

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une légère baisse de près de 0,1 % en juin 2026 par rapport au mois précédent, après une hausse de 0,3 % en mai, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS) relatives à l'évolution des prix à la consommation.

P 2

RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ **Sonelgaz concrétise une extension record de 2,74 GW**

Sonelgaz signe une avancée majeure avec l'injection de 2,74 gigawatts au réseau électrique national à fin août 2026. D'une envergure inédite, cette extension vient renforcer les capacités de production et consolider les infrastructures électriques nationales.

P 3

CONTRIBUTION **Développement local et territoires ruraux : Enjeux et perspectives**

Le développement local a été défini comme étant un mouvement mettant en œuvre diverses actions à caractère économique et social permises par les conditions du milieu et de l'espace local et portées par les acteurs locaux.

Par Zoubir SAHLI, Agroéconomiste

P 5

FAO/ PRODUITS ALIMENTAIRES
**Hausse de 2,5 %
des prix mondiaux
en août dernier** P 2

INCENDIES
**Réparation de près de 150 km
de réseau d'eau potable** P 2

UNE NOUVELLE FORMULE D'ÉPARGNE
À RÉMUNÉRATION PROGRESSIVE
**CNEP-Banque lance «Épargne
Progress»** P 4

LE MINISTRE DE
L'AGRICULTURE L'A
SOULIGNÉ DEPUIS JIJEL
«Tous les agriculteurs
seront indemnisés,
quel que soit le type
de pertes subies»

Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Sid Ali Khaldi, a affirmé, jeudi dernier à Jijel, que tous les agriculteurs touchés par les incendies survenus récemment dans la wilaya "seront indemnisés pour toutes leurs pertes, quelle qu'en soit la nature". Le ministre a assuré, lors d'échanges avec les agriculteurs et les citoyens de plusieurs villages des communes d'Ouled Yahia-Khedrouche et de Bouraoui-Belhadef, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, que tous les agriculteurs seront indemnisés, quelle que soit la nature des pertes subies, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et aux directives du Premier ministre, M. Sifi Ghrieb. S'enquérant des préoccupations des agriculteurs de la région, qui ont fait part de leurs pertes en matière d'élevage de bétail, d'arboriculture (l'oléiculture, notamment), d'apiculture et d'aviculture, M. Khaldi a souligné que sa visite dans la wilaya de Jijel vise "à réaffirmer le soutien total et la solidarité de l'Etat avec l'ensemble des sinistrés des incendies, y compris les agriculteurs", précisant que "tous ceux qui ont été touchés par l'opération de recensement seront indemnisés, quelle que soit la nature des pertes subies". Le ministre a insisté, dans ce contexte, auprès des responsables de l'opération de recensement sur "la nécessité de parachever l'opération dans les délais impartis afin d'entamer le processus d'indemnisation et garantir, ainsi, un retour progressif à la vie normale". Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche a également instruit les responsables locaux de son secteur à l'effet de "rester mobilisés et de soutenir les agriculteurs sinistrés par les incendies jusqu'à une reprise normale des activités agricoles". Prenant la parole lors d'une rencontre tenue au siège de la wilaya, à l'issue de sa visite qui l'a conduit dans plusieurs communes touchées par les récents incendies, le ministre a réaffirmé, en présence du wali de Jijel, Ahmed Meguellati, de responsables locaux et de membres des deux chambres du Parlement, que l'Etat "s'engage à prendre en charge les victimes des incendies qui ont touché certaines wilayas de l'est et du centre du pays". Il a également insisté sur la nécessité d'élaborer une évaluation précise des pertes enregistrées et de procéder à l'indemnisation des agriculteurs activant dans les différentes filières agricoles.

R E.

PRIX À LA CONSOMMATION À ALGER

Un léger recul de 0,1 % enregistré en juin 2026

L'indice brut des prix à la consommation de la ville d'Alger a enregistré une légère baisse de près de 0,1 % en juin 2026 par rapport au mois précédent, après une hausse de 0,3 % en mai, selon les données de l'Office national des statistiques (ONS) relatives à l'évolution des prix à la consommation.

Synthèse Z R.

Cette évolution s'explique principalement par le recul des prix des biens alimentaires, qui ont diminué de 0,3 % au cours de la période considérée. Les prix des produits agricoles frais ont, pour leur part, enregistré une baisse de 0,7 %, sous l'effet notamment du recul des prix de la viande et des abats de mouton (-4,9 %), de la viande de poulet (-4,8 %) et des légumes (-4,5 %). Cette tendance baissière a toutefois été atténuée par la progression des prix de certains produits agricoles. Les prix de la pomme de terre ont ainsi augmenté de 32,1 %, tandis que ceux des fruits ont progressé de 11,9 % en juin par rapport au mois précédent. Les produits alimentaires industriels ont, quant à eux, connu une légère hausse de 0,2 %. Concernant les autres catégories de produits, les prix des biens manufacturés ont progressé de 0,1 %, alors que ceux des ser-

vices ont augmenté de 0,3 %. Corrigé des variations saisonnières, l'indice des prix à la consommation de la ville d'Alger affiche néanmoins une hausse de 0,2 % en juin 2026 par rapport à mai.

L'inflation annuelle à 2,5 %

Sur un an, les prix à la consommation à Alger ont augmenté de 8,4 % en juin 2026 par rapport au même mois de 2025. Le rythme d'inflation annuel, calculé sur la période allant de juillet 2025 à juin 2026 comparativement aux douze mois précédents, s'est établi à 2,5 %. Par ailleurs, l'évolution annuelle a mis en évidence une progression de 7,9 % des prix des biens alimentaires en juin 2026 par rapport au même mois de l'année précédente. Dans le détail, les prix des produits agricoles frais ont augmenté de 14,8 % sur un an. La viande et les abats de mouton affichent notamment une hausse de 18,3 %.

Les prix des produits alimentaires industriels sont, en revanche, restés relativement stables, avec une progression limitée à 0,1 %.

S'agissant des produits manufacturés non alimentaires, leurs prix ont augmenté de 11,1 % sur un an, tandis que les services ont enregistré une hausse de 2,2 %. Au niveau national, l'indice général des prix à la consommation a, pour sa part, enregistré une baisse de près de 0,4 % en juin 2026 par rapport au mois précédent. Les prix des biens alimentaires ont reculé de 0,9 % durant la même période.

L'indice national des prix à la consommation est établi à partir des relevés de prix effectués dans un échantillon de 17 villes et villages représentatifs des différentes régions du pays. Il constitue ainsi un indicateur permettant de suivre l'évolution des prix de détail à l'échelle nationale et d'établir des comparaisons entre Alger et les autres régions du pays.

INCENDIES

Réparation de près de 150 km de réseau d'eau potable

Près de 150 km de tronçons du réseau d'eau potable endommagés par les récents incendies enregistrés dans certaines wilayas du pays ont été réparés, a indiqué samedi à Alger le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, assurant que tous les moyens humains et matériels nécessaires ont

été mobilisés pour garantir la continuité du service public de l'eau. Lors d'une réunion d'évaluation avec les directeurs du secteur de l'hydraulique, tenue au siège du ministère, M. Bouzegza a affirmé que son secteur a "pris, dès le départ, des mesures d'urgence pour traiter les effets des incendies qui ont tou-

ché nombre de wilayas du pays, notamment Jijel, Béjaïa, Tizi Ouzou et Skikda, y compris les dégâts sur les conduites d'eau potable et les infrastructures hydrauliques". A cet égard, le ministre a fait état de la réparation, en l'espace de cinq jours, de 149 km de tronçons endommagés du réseau d'approvi-

sionnement en eau potable, dont 122 km à Jijel et 24 km à Béjaïa, avec la mobilisation de 85 équipes de l'Algérienne des Eaux (ADE), comprenant plus de 480 agents, pour intervenir au niveau des villages et des régions éloignées.

R E.

FAO/ PRODUITS ALIMENTAIRES

Hausse de 2,5 % des prix mondiaux en août dernier

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont enregistré une hausse de 2,5 % au cours du mois d'août dernier en glissement annuel, principalement en raison des préoccupations liées aux approvisionnements et à la hausse des températures, alors que la production mondiale de céréales devrait diminuer en 2026, a indiqué vendredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web. Dans son rapport mensuel, l'organisation a précisé que l'indice des prix des produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des prix internationaux d'un panier de denrées alimentaires faisant l'objet d'échanges internationaux, s'est établi à 133,3 points en août 2026, enregistrant ainsi une hausse de 1,9 % sur un mois et de 2,5 % sur un an. Les prix des

céréales ont progressé de 2,2 % en août par rapport au mois de juillet dernier, les prix internationaux de l'ensemble des principales céréales ayant augmenté sous l'effet d'une hausse de la demande à l'importation, de préoccupations croissantes concernant les perspectives de récoltes et de la persistance des incertitudes entourant les flux commerciaux. Dans ce contexte, les prix mondiaux du blé ont augmenté de 2,6 %, en raison des perturbations persistantes affectant la logistique des exportations de la mer Noire, de la dégradation des perspectives de production dans une grande partie de l'Europe sous l'effet du temps chaud et sec, ainsi que de la baisse du dollar américain. Les prix du maïs ont également progressé de 2,5 % sur un mois, tandis que ceux du riz ont enregistré une légère hausse de 0,5 %, soutenue par les achats

effectués par des pays asiatiques et africains. S'agissant des huiles végétales, leurs prix ont augmenté de 1,1 % au cours du mois dernier, reflétant la hausse des prix mondiaux de l'huile de palme et de soja, sous l'effet d'une forte demande mondiale à l'importation et de l'impact des conditions climatiques chaudes sur la production en Asie du Sud-Est. Les prix de l'huile de colza et de tournesol ont, en revanche, reculé, selon la même source. De son côté, l'indice des prix de la viande a progressé de 1 % en août dernier par rapport au mois de juillet, avec une hausse des prix de la viande de volaille et de mouton, contre un recul des prix internationaux de la viande bovine, en raison de la concurrence entre les exportateurs australiens et brésiliens.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Cap sur l'internationalisation du «Made in Algeria»

L'Algérie accélère sa stratégie d'internationalisation de son industrie pharmaceutique, en misant à la fois sur la mise à niveau de son système de réglementation et sur le renforcement de la coopération avec les organisations internationales en vue d'accéder aux marchés africains notamment.

Par Zahir R.

Deux initiatives ont été engagées ces derniers jours par le ministère de l'Industrie pharmaceutique, traduisant cette orientation à travers l'accompagnement des opérateurs nationaux dans le processus de préqualification de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la préparation d'un mécanisme régional d'approvisionnement en médicaments essentiels produits en Algérie. Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Dr Ouacim Kouidri, a ainsi présidé, hier samedi à Alger, l'ouverture d'une session de formation consacrée à l'accompagnement des opérateurs économiques spécialisés dans l'industrie pharmaceutique dans le processus de préqualification de l'OMS. Animée par des experts algériens issus de la communauté nationale établie à l'étranger, cette session vise à permettre aux établissements pharmaceutiques de mieux maîtriser les exigences techniques et réglementaires requises au niveau international. Cette démarche s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de renforcer le système national de réglementation pharmaceutique et d'aligner les pratiques de l'industrie nationale sur les normes et standards internationaux. L'objectif est notamment d'améliorer

la compétitivité du médicament produit localement et de faciliter son accès aux marchés extérieurs, avec une attention particulière portée au continent africain, a précisé le ministère dans un communiqué. Pour le ministre, la souveraineté sanitaire ne doit pas se limiter à la couverture des besoins du marché national. Elle doit également se traduire par la capacité de l'industrie pharmaceutique algérienne à s'imposer à l'extérieur, à travers la transformation des capacités de production nationales en une présence effective sur les marchés internationaux et en promouvant les exportations pharmaceutiques, en tant que l'un des leviers de l'économie nationale hors hydrocarbures.

Vers un rôle de fournisseur régional

Cette ambition prend une dimension particulière dans le cadre du projet de création d'un centre régional d'approvisionnement en médicaments essentiels produits en Algérie. Une réunion technique consacrée à ce projet s'est tenue jeudi dernier à Alger, en présence de représentants de l'UNICEF, de l'OMS et de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), ainsi que des cadres du ministère et des représentants des organismes et en-

treprises concernés. La rencontre intervient dans le prolongement de la mission technique effectuée en juillet dernier par le ministre auprès de la Division de l'approvisionnement de l'UNICEF à Copenhague. Les discussions avaient porté sur les modalités de mise en place de ce centre régional, appelé à contribuer à l'approvisionnement des marchés africains en médicaments essentiels fabriqués en Algérie. Les travaux s'inscrivent également dans le prolongement de la Conférence ministérielle africaine sur la production locale de médicaments et de technologies de santé, organisée à Alger en novembre 2025 et ayant abouti à l'adoption de la « Déclaration d'Alger ». Celle-ci prévoit notamment des initiatives destinées à renforcer la coopération et l'intégration entre les pays africains dans le domaine de la production locale de médicaments. Dans cette perspective, les participants à la réunion technique ont insisté sur l'élaboration d'une feuille de route commune comprenant des mesures concrètes à court et moyen termes, ainsi que sur la mise en place d'un programme d'action pour la période 2026-2027. Ce cadre doit notamment préparer le lancement de l'approvisionnement des marchés africains en médicaments essentiels fabriqués en Algérie.

La qualité comme condition d'accès

La préqualification de l'OMS constitue, dans ce dispositif, un enjeu majeur pour les opérateurs pharmaceutiques nationaux. La formation organisée au ministère doit leur permettre de mieux appréhender les procédures et les exigences internationales, en s'appuyant sur l'expertise d'Algériens établis à l'étranger disposant d'une expérience dans ce domaine. Les experts présentent ainsi les meilleures pratiques et les procédures techniques et réglementaires que les établissements pharmaceutiques doivent adopter afin de satisfaire aux standards reconnus à l'échelle internationale. Le ministère et l'Agence nationale des produits pharmaceutiques sont appelés, de leur côté, à assurer l'accompagnement technique et réglementaire nécessaire aux opérateurs engagés dans cette démarche. En somme, ces efforts du ministère visent en effet à inscrire l'industrie pharmaceutique algérienne dans une logique d'intégration régionale. L'objectif consiste à passer d'une industrie principalement orientée vers la satisfaction de la demande intérieure à un secteur capable de contribuer à la sécurité sanitaire du continent africain.

PRODUCTION DE LA MATIÈRE PREMIÈRE DU PARACÉTAMOL À BATNA Les travaux de réalisation avoisinent les 75 %

Le Directeur général (DG) du groupe Saidal, Younes Bouarara, a effectué une visite de travail et d'inspection au site du projet de production de la matière première du paracétamol dans la wilaya de Batna, afin de s'enquérir de l'état d'avancement de sa réalisation, indique un communiqué du groupe. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, relatives

au suivi de la réalisation des projets stratégiques du groupe public Saidal. M. Bouarara, qui était accompagné de la directrice de l'unité commerciale Est, Hanane Houfani, ainsi que de plusieurs cadres et responsables du groupe, a suivi une présentation détaillée sur la situation du projet et l'état d'avancement de sa réalisation, qui a atteint un taux global d'environ 75 %, avec la réception de l'ensemble des équipements nécessaires à son démarrage. La pré-

sentation a porté sur les différents aspects techniques et administratifs liés au projet, ainsi que sur les obstacles et points en suspens. A cet égard, M. Bouarara a donné des instructions pour œuvrer à leur traitement et renforcer la coordination entre les différentes parties concernées, afin d'accélérer le rythme de réalisation et de respecter les délais fixés. A l'issue de la présentation, il a tenu une réunion avec les cadres du

groupe et les représentants des entreprises chargées de la réalisation et des études, consacrée à l'examen des obstacles rencontrés et à la proposition de solutions pratiques permettant de les surmonter, soulignant la nécessité de conjuguer les efforts et d'intensifier le suivi sur le terrain en vue d'assurer le parachèvement du projet et sa livraison dans les meilleurs délais possibles. Le projet de production de la matière première du paracétamol revêt une impor-

tance stratégique, dans la mesure où il s'inscrit parmi les projets visant à renforcer la souveraineté sanitaire et industrielle de l'Algérie, à travers le développement des capacités nationales de production de matières premières pharmaceutiques, la réduction de la dépendance à l'étranger et la diminution de la facture des importations, contribuant ainsi à garantir la continuité de l'approvisionnement en médicaments essentiels. R E.

RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ

Sonelgaz concrétise une extension record de 2,74 GW

Par Selma R.

Sonelgaz signe une avancée majeure avec l'injection de 2,74 gigawatts au réseau électrique national à fin août 2026. D'une envergure inédite, cette extension vient renforcer les capacités de production et consolider les infrastructures électriques nationales. Elle répondait avant tout à un impératif conjoncturel, celui de sécuriser l'approvisionnement en électricité durant les mois les plus chauds de l'année, période au cours de laquelle la demande atteint traditionnellement ses niveaux les plus élevés. Pour faire face à cette situation, Sonelgaz a déployé un programme d'urgence de 1,85 GW, permettant de renforcer sensiblement les capacités disponibles et de sécuriser l'alimentation électrique durant la saison estivale, selon la plateforme américaine « Industrial Info Resources ». Cette mobilisation témoigne de la capacité du groupe public à adapter rapidement l'offre à l'évolution de la demande, dans un contexte marqué par une progression continue de la consommation nationale. Cette extension traduit également

la montée progressive des énergies renouvelables dans le système électrique national. Le gaz naturel demeure toutefois, et de très loin, la principale source d'énergie du pays, assurant plus de 95 % de la capacité de base du réseau. Près de 1,48 GW de la nouvelle capacité injectée provient en effet d'infrastructures solaires photovoltaïques à grande échelle. Ce volume confirme la progression de la filière solaire et sa place croissante dans la stratégie énergétique nationale. Cette évolution s'inscrit dans une trajectoire de plus long terme. Le ministère de l'Énergie prépare actuellement un plan quinquennal couvrant la période 2026-2031, doté d'un budget d'investissement estimé à 60 milliards de dollars. Ce plan prévoit notamment la mise en place d'un cadre d'enchères destiné à structurer le développement du solaire, avec pour objectif d'atteindre 15 GW de capacité solaire installée à l'horizon 2035. L'ampleur des projets engagés confirme cette accélération. Selon le cabinet d'analyse « Industrial Info Resources » (IIR), 58 projets d'infrastructures élec-

triques sont actuellement suivis en Algérie, pour un investissement cumulé de 9,88 milliards de dollars. Ces données illustrent l'importance des efforts consentis par les autorités et les opérateurs du secteur pour moderniser les infrastructures, renforcer le réseau et diversifier progressivement le mix électrique national. La diversification engagée concerne également les installations solaires décentralisées. Lors d'une réunion de la commission de coordination sectorielle tenue jeudi dernier, le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a insisté sur l'accélération des préparatifs en vue du lancement des opérations de réalisation et d'installation d'unités solaires isolées hors réseau, dites « off-grid ». Ces opérations devront notamment permettre d'identifier les zones prioritaires, d'assurer la coordination entre les différents intervenants et de suivre les travaux jusqu'à la mise en service des installations. Dans le même temps, les projets de production d'électricité à partir de l'énergie éolienne progressent. Le ministère examine les études

techniques, les sites susceptibles d'accueillir les futures centrales ainsi que les procédures nécessaires au lancement des projets. Le développement de cette filière devrait ainsi compléter progressivement l'apport du solaire et contribuer à diversifier davantage les sources de production électrique. En concrétisant cette extension de 2,74 GW, Sonelgaz confirme son rôle central dans la mise en œuvre de la politique énergétique de l'État. Le groupe public contribue ainsi à une transformation progressive du secteur électrique, fondée sur trois priorités, à savoir la sécurisation de l'approvisionnement, le développement des énergies renouvelables et la modernisation des infrastructures. La prochaine étape consistera à maintenir le rythme des investissements tout en accélérant la réalisation des projets solaires et éoliens. La concrétisation de ces programmes sera déterminante pour renforcer la résilience du système électrique national et permettre à l'Algérie de se rapprocher progressivement de son objectif de 15 GW de capacité solaire installée à l'horizon 2035.

HACKATHON NATIONAL DE L'INNOVATION DANS L'ACTION BÉNÉVOLE
Les éliminatoires qualificatives prévues à Alger les 19 et 20 septembre

Les éliminatoires de wilaya qualificatives pour le Hackathon national de l'innovation dans l'action bénévole se tiendront, les 19 et 20 septembre à Alger, sous le thème "Les établissements de jeunes, des espaces d'innovation et de bénévolat", a indiqué jeudi un communiqué du ministère de la Jeunesse. "Dans le cadre de l'organisation par le ministère de la Jeunesse du Hackathon national de l'innovation dans l'action bénévole, la Direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger invite l'ensemble des jeunes porteurs de projets, d'idées et d'initiatives désirant contribuer au développement de l'action bénévole à participer aux éliminatoires de la wilaya qualificatives pour le Hackathon national, et ce, les 19 et 20 septembre 2026 au Centre culturel "Mohamed Aissa Messaoudi" (Hussein Dey)", précise le communiqué. Cet événement vise à "encourager les jeunes à innover avec des solutions simples, pratiques et efficaces à même de développer l'action bénévole, de renforcer la participation des jeunes et de contribuer à trouver des réponses aux défis sociétaux", soulignant que les éliminatoires de la wilaya constitueront "un espace pour présenter des idées, des projets et des initiatives devant un jury afin de les évaluer et de sélectionner les projets qualifiés", ajoute la même source. APS

COMMERCE
Organisation de foires commerciales dans 69 wilayas en prévision de la rentrée scolaire

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national, organise, en coordination avec les walis de la République, des foires commerciales dans 69 wilayas dédiées à la satisfaction des besoins liés à la rentrée scolaire 2026-2027, et ce à partir du 5 septembre courant, indique jeudi un communiqué du ministère. Placée sous le slogan "Ensemble pour une rentrée scolaire réussie", cette manifestation s'inscrit dans le cadre des efforts du ministère visant à garantir la disponibilité et la diversité des différents articles scolaires, et à les mettre à la disposition des citoyens dans des espaces commerciaux organisés et encadrés. Ces foires visent à permettre aux familles d'acquérir les fournitures nécessaires à la rentrée scolaire, notamment à la faveur de prix compétitifs, selon la même source. APS

COOPÉRATION TECHNOLOGIQUE ALGÉRO-CONGOLAISE

L'Algérienne INATEL décroche un projet numérique à Kinshasa

L'entreprise publique algérienne INATEL a signé, au sein d'un consortium avec PGS Africa et DABYAN, un protocole d'accord avec la Coordination permanente du Comité stratégique pour la supervision du projet d'extension de la ville de Kinshasa (CSSPEVK), en République démocratique du Congo (RDC), en vue du déploiement d'un programme numérique, industriel et technologique intégré. L'accord, signé récemment, s'inscrit dans le cadre du projet stratégique "Kinshasa Kia Mona" et vise notamment à mettre en place des solutions technologiques destinées à accompagner le développement de la nouvelle ville de Kinshasa, selon un communiqué d'INATEL. Le programme prévoit le développement d'un écosystème consacré notamment aux technologies numériques, aux systèmes de paiement électronique, aux équipements numériques et aux services technologiques associés, ainsi que le transfert de savoir-

faire et le développement des compétences locales. Dans ce cadre, INATEL, qui dispose d'une expertise dans les technologies de paiement électronique, contribuera au déploiement de solutions de paiement et d'équipements numériques aux côtés de ses partenaires. Le protocole prévoit également la création d'un Centre d'innovation et d'excellence technologique dédié au développement des compétences dans plusieurs domaines stratégiques, notamment les technologies numériques, les systèmes de paiement, la cybersécurité et l'intelligence artificielle appliquée. Cette structure devrait contribuer à la formation de compétences locales, à la promotion de l'innovation et à la création d'emplois qualifiés, avec l'objectif de constituer un vivier d'expertises techniques et technologiques en RDC. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de l'ambassadeur d'Algérie en

RDC, Nacim Gaouaoui, ainsi que de plusieurs responsables des entreprises concernées, dont le PDG du groupe ENTC, Abderrahim Chikh, et le PDG d'INATEL, Hicham Tebira. Cette opération constitue une nouvelle étape dans la stratégie d'expansion africaine d'INATEL, après une première opération d'exportation de terminaux de paiement électronique vers le Nigeria. Entreprise industrielle publique spécialisée dans l'électronique, la connectivité, la téléphonie, la télésurveillance et les technologies d'accès, INATEL relève du groupe public industriel ENTC, lui-même rattaché à la holding ELEC EL DJAZAIR. L'initiative traduit ainsi la volonté de l'entreprise algérienne de valoriser son savoir-faire industriel et technologique sur les marchés africains et de renforcer la coopération économique et technologique entre l'Algérie et les pays du continent. R.E.

RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE La limite de 1,5 C devrait être dépassée dans les prochaines années

Le réchauffement climatique devrait dépasser la limite de 1,5 C fixée par l'Accord de Paris au cours des prochaines années, selon un rapport publié mercredi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Même dans le scénario le plus optimiste, la hausse des températures atteindrait un pic de 1,8 C par rapport aux niveaux préindustriels, a indiqué le rapport, qui met en garde contre une intensification des phénomènes météorologiques extrêmes et une dégradation des écosystèmes, susceptibles de menacer la santé, la sécurité alimentaire, les infrastructures et les économies. "Il n'y aura pas d'issue favorable si nous restons au-dessus de 1,5 C", a déclaré la

directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen. "Partout dans le monde, les vagues de chaleur extrême montrent déjà que les effets du changement climatique se feront sentir plus rapidement, frapperont plus fort et dureront plus longtemps, faisant davantage de victimes et provoquant des perturbations plus graves". Toutefois, le rapport indique qu'il est encore possible de faire baisser les températures et d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, en suivant une trajectoire de "dépassement, pic et déclin" qui permettrait de minimiser le pic de hausse des températures grâce à des réductions immédiates et soutenues des émissions de gaz à effet de serre. APS

Mercuriale

وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية
MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR
ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 03 سبتمبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 03 Septembre 2026

Produits		أسعار التجزئة ¹			المنتجات
		Prix du détail ¹			
		DA / Kg	دج / كلف		
		معدل	أعلى	أدنى	
		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	102	113	91	البطاطا
	Tomate	81	97	65	الطماطم
	Oignon sec	77	86	67	البصل الجاف
	Ail sec	778	898	658	الثوم الجاف
	Carotte	125	140	110	الجزر
	Navet	164	181	147	اللفت
	Poivron	131	152	111	الفلفل الأخضر
	Piment	140	162	118	الفلفل الحار
	Courgette	142	158	125	الكوسة
	Haricot vert	209	240	178	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	125	140	111	الخس
Fruits frais	Pomme locale	416	526	306	التفاح المحلي
	Datte	507	370	387	التمر
	Raisin	288	570	206	العنب
	Banane	563	580	547	الموز
	Melon	93	105	80	البطيخ الاصفر
	Pastèque	76	85	66	البطيخ الاحمر
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2093	2236	1949	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	532	546	518	الدجاج
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	98	105	92	حليب البقر (لتر)

Dernière composition de DZAIRINDEX

Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	345,00	345,00	0,00	2,37	-5,37	7,35	7,54	3733	1 287 885,00
AYRADE	AYRD	815,00	815,00	0,00	0,00	0,20	116,43	-	1426	1 162 190,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BOL	1 400,00	1400,00	0,00	0,01	-0,13	7,56	7,64	17722	24 810 800,00
BIOPHARM	BIO	2 514,00	NC	0,00	0,02	0,95	6,68	6,36	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 049,00	2049,00	0,00	-0,21	-6,83	8,49	8,54	7868	16 121 532,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-1,67	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	431,00	NC	0,00	2,94	2,55	1,19	8,12	0	0,00

Développement local et territoires ruraux : Enjeux et perspectives

Le développement local a été défini comme étant un mouvement mettant en œuvre diverses actions à caractère économique et social permises par les conditions du milieu et de l’espace local et portées par les acteurs locaux. Ce type de développement est aussi conçu comme « un processus de croissance des biens et des services ayant des externalités sociales positives » (Petit, 1997). Pour cela deux critères fondamentaux sont mis en évidence : un ensemble d’initiatives économiquement viables (qui peuvent être génératrices de richesses et de progrès) et une maîtrise locale des processus de croissance ; des critères qui, traduits localement, permettent d’engendrer des activités qui auront des effets structurants (Petit, 1997).

Par Zoubir SAHLI, Agroéconomiste

Dans de nombreux pays¹, le développement local est vécu comme une nécessité et une forme de recentrage de la croissance en fonction des ressources et des conditions du milieu et de l’espace. En milieu rural, cela a permis, par exemple, la redécouverte des produits agricoles de terroir et des aménités locales portés par des initiatives fortement ancrées au "local". Cela a favorisé aussi une prise de conscience des richesses en ressources naturelles, patrimoniales et culturelles "locales" et leur mise en valeur². L’impulsion d’une telle dynamique de développement local a pu être ainsi l’effet déclenchant d’un processus de promotion et de développement d’activités économiques portées par des acteurs opérateurs dynamiques et souvent soutenues par des acteurs institutionnels inscrits dans une logique de promotion d’activités économiques locales (exemples récents : l’écotourisme, l’agrotourisme). Pour les décideurs de ces pays, l’espace socio-économique local (le territoire, la région, la zone ou le « pays ») va d’autre part offrir un cadre privilégié pour mobiliser aussi bien les ressources que les acteurs locaux. Le territoire va déterminer donc tout ce qui est local et qui relève de la « zone », du « terroir ».

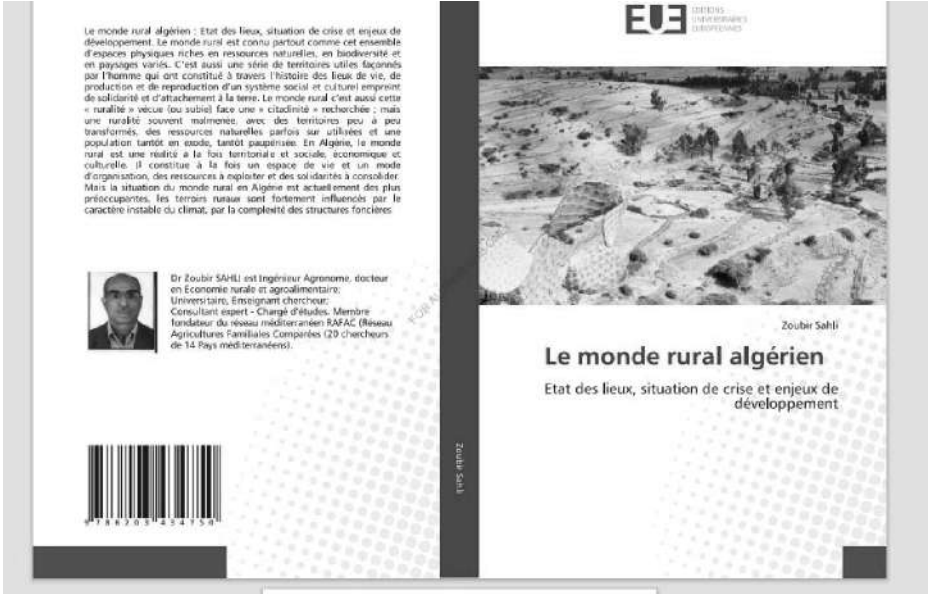
Le fait de se situer à un niveau géographique défini induit un raisonnement particulier qui donne de l’importance à tout ce qui est « identité locale » et « relations de proximité ».

Le développement local et la valorisation des espaces vont donc devenir aujourd’hui des préalables importants pour amener à une situation de croissance et permettre aux acteurs locaux de valoriser leurs ressources locales et prendre en charge leurs propres destinées.

Qu’en est-il en l’Algérie ?

« Le développement local pourrait-il constituer une réponse au sous développement des territoires ruraux (notamment les zones de montagne) en Algérie ? »

Le milieu "local", la "zone" ou le "terroir local " ont été de tout temps des lieux de vie d'une partie importante de la population algérienne, en particulier la population rurale. Cette population a mis en place, au niveau de son territoire d'appartenance, les principaux modes d'expression et les principales règles régissant son existence. La dynamique d'identification et de valorisation des ressources locales (notamment les ressources naturelles et les produits de terroir) y a été constante, malgré les risques et les impondérables d'une vie difficile et chaotique. Nous sommes en présence en Algérie d'un ensemble de territoires tout de même assez riches, ayant des histoires particulières, un type d'évolution socio-économique particulier, des acteurs et un processus de production pouvant faire l'objet d'une attention particulière. Plus globalement, on peut donc considérer que le développement local peut constituer un champ important de promotion de méthodes adaptées dans des territoires ruraux. De ce fait, nous pensons qu'il est possible, moyennant de profonds réaménagements, d'aller vers ce type de développement. Mais nous pensons aussi que ce développement n'est pas facile et qu'il fait souvent face à des contraintes aussi bien physiques, techniques qu'institutionnelles. Malgré d'importants atouts et des avantages naturels et l'existence d'un système social encore assez bien organisé, ces territoires peinent à trouver leurs voies. Les contraintes et les risques (notamment celles liées aux catastrophes natu-



relles comme les feux de forêts et l'érosion hydrique, à la dégradation de l'environnement, à la surexploitation des ressources naturelles, aux effets récents du changement climatique et à la pauvreté ambiante qui caractérise désormais une partie importante des villages ruraux...) sont tellement importants qu'il devient urgent d'identifier les conditions, les véritables enjeux et les meilleures conditions pour les réduire.

Cas des zones de montagne dévastées par les feux

Ces zones « martyres » du Centre-est et de l'Est algérien souffrent et avec elles les populations, les bêtes et les écosystèmes. L'urgence est de soigner et de réhabiliter. L'essentiel est de tout faire pour que la vie écologique et la vie sociale reprenne. L'important c'est de mettre en place des outils, des méthodes et des moyens pour aménager et tenter de valoriser une partie des ressources forestières, végétales et animales. Mais ces territoires sont résilients. Elles contiennent tous les éléments nécessaires pour leur développement. La détresse des populations qui y habitent ne veut pas dire leur démission. On est en présence d'une population rurale historiquement dynamique, courageuse et prête à s'organiser pour relever le défi du développement local. Au-delà des actions d'urgence et des mesures pour le court et le moyen terme et dans un tel contexte difficile :

« Comment rendre actrices de leur propre développement les communautés vivant dans ces zones montagneuses et forestières » ?

« Comment appuyer de manière pertinente, c'est à dire sans les perturber, les remarquables capacités adaptatives des sociétés montagnardes aux transformations de leur environnement » ?

Le Développement rural durable et local nous parait la voie à suivre !

Parmi les principaux enjeux et démarches à entrevoir, on pourrait proposer :

1°/- Une prise de conscience nationale de la situation de crise des territoires ruraux et des montagnes en particulier : Un enjeu important pour lequel il est nécessaire d'engager une démarche de communication de grande envergure pour « vulgariser » cette crise auprès du grand public.

2°/ Une urgence : La conservation et la valorisation des ressources naturelles : La côte d'alerte en matière de dégradation des ressources naturelles a été atteinte dans de nombreuses zones rurales, notamment en montagne³. L'enjeu le plus important est celui d'arrêter tout d'abord la dérive de dégradation de ces dernières années

et de s'engager sérieusement dans des processus de préservation et de valorisation locale des ressources naturelles, dans le cadre d'une politique audacieuse de développement rural durable. Par exemple, il y a urgence d'engager un vaste programme d'aménagement rural, dans le cadre d'une réelle Politique de la montagne.

Le développement local pose aussi la question du niveau d'équilibre entre les ressources à admettre dans ces espaces fragiles et la satisfaction des besoins des populations locales.

3°/ L'engagement d'un processus de gestion participative des activités en milieu rural : La gestion participative peut constituer une alternative et une nouvelle méthode tendant, avec un minimum de rigueur et de sensibilisation, à ouvrir le champ de la concertation entre les acteurs institutionnels, les acteurs opérateurs et les acteurs sociaux au fait des réalités sociales et des niveaux de dégradation des ressources de leur milieu.

4°/ La création d'un environnement porteur : La dynamique de développement rural local exige l'existence d'un milieu porteur et d'un environnement institutionnel, juridique, politique, économique et social fort. Ce qui n'a pas été toujours le cas.

Dans les pays ayant une expérience importante en matière de développement local (y compris en zones rurales), les grandes actions ou les actions les plus performantes sur le plan économique et social ont souvent été créées, portées et/ou soutenues par un environnement (économique, social et institutionnel) souple mais efficace. Cet environnement constitue le plus souvent un maillage territorial dense qui protège, soutient, coordonne ou rend plus efficaces les réseaux constitués à l'échelle locale⁴.

5°/ Donner plus d'importance au développement local et aux projets valorisation de la qua-

lité des ressources locales : En zone rurale, le local est devenu aujourd'hui un véritable «géosystème» et une «formation territoriale» importante. Les zones et les communes rurales peuvent être des «territoires utiles» à partir desquels se déclencherait un processus de «territorialisation» de systèmes de production et une intense activité de valorisation des ressources biologiques locales. Ce qui impliquerait aussi une autre forme de gestion du territoire et des actions de développement. En fait, la «ruralité est synonyme de diversité» : une diversité des ressources et des productions typiques locales.

6° Une nécessaire politique de décentralisation des actions et des programmes dans le cadre d'une véritable politique de développement local, ce qui exige l'implication et la responsabilisation de tous les acteurs locaux (collectivités locales, société civile, riverains des forêts, agriculteurs, éleveurs, notabilités, techniciens, administrateurs...),

7°/ Réhabiliter la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire : dans l'état actuel des choses, l'organisation générale des espaces montagneux et forestiers se situe en extrême décalage par rapport aux objectifs affichés de préservation du patrimoine naturel, de justice sociale et de développement économique générateur d'activités et d'emploi ; il serait bon alors de s'inscrire résolument dans ce cadre.

A la fin : le tryptique : « Développement durable/Développement local/ Gestion participative »

Nous pensons que le tryptique : « Développement durable/Développement local/ Gestion participative » peut constituer une alternative et une nouvelle méthode tendant, avec un minimum de rigueur et de sensibilisation, à ouvrir le champ d'une meilleure présentation des axes de développement des territoires ruraux (notamment de montagne), impliquant à la fois les administrations techniques et les collectivités locales, mais aussi et surtout la société civile et les représentants des populations. Si cette dynamique devait être accompagnée et fortement soutenue par les pouvoirs publics, elle doit être aussi largement prise en charge par les acteurs locaux.

Un territoire (une commune rurale, un terroir ...) permet toujours aux acteurs qui le forment d'envisager de coopérer dans des projets communs car il leur apporte deux atouts clé : la confiance en l'autre et la durée.

Au niveau des espaces montagneux défavorisés de l'Algérie profonde, la situation est donc mûre pour qu'un développement de type endogène, accompagné par des institutions publiques et géré par des acteurs locaux, soit possible. De plus en plus de monde semble l'avoir compris et intégré comme une démarche utile et désormais indispensable.

Sources et repères

1 En Europe et dans la plupart des pays occidentaux, mais aussi de nombreux pays asiatiques (Chine, Vietnam, Malaisie, Indonésie...) et latino-américains (Chili, Argentine, Equateur, Mexique...)

2 CIHEAM-AM (Coordination : H. Ilbert)- Programme FEMISE/UE: "Produits de terroir méditerranéen : conditions d'émergence et d'efficacité et modes de gouvernance : PTM – CEE – MG", Rapport Final, CIHEAM-AM de Montpellier, Juin 2005

3 : On estime que 120 millions de tonnes de terres sont arrachées annuellement des versants dénudés par les eaux de pluie, ce qui entraîne une réduction progressive des superficies agricoles et une sédimentation des barrages en aval. Quelques 7.000.000 d'hectares sur une superficie de 14.000.000 d'hectares sont répertoriés comme érodés.

L'érosion des sols affecte 28% des superficies du Nord de l'Algérie concentrée sur les plaines et massifs tels que qui à eux seuls localisent 83% des terres érodées (Source : Z. Sahli "Forêts et développement rural intégré", in Analyse diagnostique du secteur forestier, Stratégie nationale d'aménagement et de développement durable des ressources forestières et alifatières, MADR/DGF/FAO, Alger, projet PCT/ALG/3101 (A) , Alger, 2006

4 Nous prenons comme exemple le maillage institutionnel dense et efficace conçu dans le cadre des programmes LEADERs (LEADER I, LEADER II et surtout LEADER Plus), largement soutenu et financé par le deuxième pilier de la PAC en Europe

TIZI-OUZOU

Une caravane de solidarité de 97 tonnes envoyée à Jijel et des aides distribuées localement

Une caravane de solidarité au profit des familles des victimes des incendies de forêt a été envoyée à Jijel et des aides ont été distribuées localement aux victimes de la wilaya de Tizi-Ouzou, rapporte vendredi un communiqué des services de la wilaya. Composée de 11 camions de tonnages variés, cette caravane transporte au total 97 tonnes de dons, dont des denrées alimentaires, des couvertures, des matelas, des produits d'entretien, de l'eau minérale et des fournitures scolaires, est-il précisé. Elle a été organisée par les services de la wilaya, avec la contribution de différents secteurs, d'opérateurs économiques publics et privés, de commerçants, de la société civile et de bienfaiteurs, à-on fait savoir. Parallèlement, des aides ont également été distribuées aux familles sinistrées des communes de Mizrana, Beni Zmenzer, Boghni, Maâtkas, Tigzirt, Iflissen, Aït Aïssa Mimoun et Bounouh (wilaya de Tizi-Ouzou). Il s'agit de 711 colis alimentaires et 1.200 bouteilles d'eau minérale de 1,5 litre, selon le communiqué. Cette double action s'inscrit dans la dynamique nationale de solidarité avec les populations touchées par les récents incendies de forêt, à-on rap-

APS

WILAYA D'ALGER

Réunion du Conseil exécutif pour le suivi des préparatifs de la rentrée scolaire

Le Conseil exécutif de la wilaya d'Alger a tenu une réunion consacrée au suivi des préparatifs de la rentrée scolaire, présidée par le ministre, wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, indique vendredi un communiqué de la wilaya.

Lors de la réunion, tenue jeudi, un exposé exhaustif sur les différents préparatifs liés à la rentrée scolaire a été présenté, faisant état de la mise en service prochaine de 35 nouveaux établissements éducatifs, en sus de 97 classes d'extension, précise la même source. Ces infrastructures sont à même de "contribuer à réduire la charge et à améliorer les conditions de scolarisation", relève le communiqué, soulignant que la rencontre a permis d'évoquer "les mesures relatives aux services scolaires, telles que le transport, le chauffage et la restauration, ainsi que l'allocation spéciale de scolarité, versée à 100% à ses bénéficiaires en juillet dernier". Dans ce sillage, M. Rabehi a donné des instructions à l'effet de parachever la distribution des cartables scolaires au profit des élèves bénéficiaires, de veiller à la

préparation des établissements éducatifs, et de procéder à la mise en place de la signalisation verticale et horizontale ainsi que des ralentisseurs, ajoute la même source. Il a également prévu des directives aux walis délégués afin de coordonner avec les présidents des Assemblées populaires communales (APC) et les différentes parties concernées pour garantir les meilleures conditions aux élèves et assurer la réussite de la rentrée scolaire. Concernant la prise en charge des enfants à besoins spécifiques, "les différents services de la wilaya, notamment la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), ainsi que l'Etablissement de gestion des jardins d'enfants, des crèches et des pouponnières de la wilaya d'Alger (Presco) ont été mobilisés", selon le communiqué. Dans ce cadre, "la wilaya compte 25 centres dédiés à cette catégorie, dont six sont

entrés en service au cours de la précédente année scolaire". La capitale sera renforcée par deux nouveaux centres, qui seront réalisés dans les communes de Mohammadia et Réghaïa, dans le cadre de la stratégie des services de la wilaya visant à mettre en place un centre psychopédagogique dans chaque circonscription administrative. De plus, les travaux d'aménagement de classes au profit des enfants atteints de la maladie "xeroderma pigmentosum" (les enfants de la lune) "sont en cours, tout en assurant les conditions appropriées à leur scolarisation et à la prise des mesures nécessaires tenant compte de la spécificité de leur situation", ajoute la même source. Par ailleurs, 20 marchés de proximité dédiés à la vente de fournitures scolaires ont été aménagés dans 19 communes, leur ouverture officielle étant prévue samedi, conclut le communiqué.

R E.

TIZI-OUZOU

Finalisation à 98 % de l'opération de recensement des agriculteurs sinistrés lors des derniers incendies

L'opération de recensement des agriculteurs de la wilaya de Tizi-Ouzou victimes des récents incendies est finalisée à 98%, à-on appris vendredi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA). A ce sujet, M. Nadir Boussa, directeur des services agricoles par intérim, a indiqué qu'environ 98%

des sinistrés du secteur agricole ont été recensés et validés à ce jour. Il a toutefois précisé qu'aucun chiffre définitif n'est encore arrêté, puisqu'il reste, pour clôturer l'opération, les retardataires qui continuent à se présenter à la DSA et les propriétaires résidant dans d'autres wilayas.

Les dégâts recensés touchent plusieurs filières, at-il dit, citant l'arboriculture (oliviers, figuiers et autres espèces), l'apiculture, ainsi que l'élevage bovin, ovin et caprin, ainsi que l'aviculture. Des infrastructures ont également été endommagées ou détruites dont des étables, poulaillers, hangars de stockage de foin et de ma-

tériel agricole, a-t-on précisé de même source. La DSA invite les retardataires à se rapprocher sans tarder de ses services pour être listés et bénéficier de la prise en charge des dommages.

Agence

ILLIZI

150 postes de formation à la disposition d'entreprises économiques et de services

Au moins 150 postes de formation dans différentes spécialités ont été mis à la disposition des entreprises économiques et de services de la wilaya d'Illizi, au titre de la prochaine rentrée de la formation professionnelle, a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya du secteur de la Formation et de l'Enseignement profes-

sionnels (DFEP). L'opération, initiée via la plateforme numérique "Tamhin" (apprentissage), s'inscrit dans le cadre de la stratégie du secteur d'ouverture sur le monde professionnel et la coordination avec les acteurs économiques, afin de satisfaire leurs besoins en main-d'œuvre qualifiée, a expliqué à l'APS le DEFP, Youcef Hamdani.

Il a précisé qu'après l'adoption du référentiel national de la formation professionnelle, à compter de la prochaine rentrée, le secteur s'est employé à diversifier ses spécialités de formation en fonction des besoins exprimés par les acteurs économiques, permettant ainsi d'adapter l'offre de formation aux besoins du marché du travail.

Dans ce cadre, les services du secteur ont coordonné leurs efforts avec une cinquantaine d'établissements et d'entreprises opérant dans divers domaines économiques et de services à travers la wilaya, dans le but de définir les spécialisations et les postes d'apprentissage disponibles, a ajouté M. Hamdani Les démarches administratives et la

signature des contrats des apprentis s'effectuent au niveau des établissements du secteur, et les stages de formation débuteront au mois d'octobre prochain, selon le calendrier arrêté par le ministère de tutelle, a fait savoir la même source.

APS

RENFORCEMENT DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE À TIGHENNIF (MASCARA)

Réception prévue du projet d'ici fin de l'année

La réception du projet visant à renforcer l'approvisionnement de la commune de Tighennif (wilaya de Mascara) en eau potable est prévue avant la fin de l'année en cours, a annoncé, le wali, Fouad Aïssi. M. Aïssi a précisé, lors de sa rencontre périodique avec les représentants de la presse locale, consacrée à la présentation de la situation du développement local, que ce projet connaît actuellement un rythme de réalisation « avancé », soulignant qu'il sera réceptionné à 100% d'ici la fin de l'année en

cours, au plus tard. Il a ajouté que ce projet, doté d'une enveloppe financière de 300 millions de dinars, dans le cadre du Fonds de garantie et de solidarité des collectivités locales, comprend la réalisation d'une conduite d'adduction sur une distance de 5 km, son raccordement au système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), ainsi que la construction d'un réservoir d'eau. Selon le même responsable, ce projet permettra d'améliorer l'approvisionnement en eau potable des zones ur-

baines et rurales de la commune de Tighennif et de garantir la couverture des besoins de ses habitants en cette ressource vitale, notamment durant les périodes de forte demande. Le wali de Mascara a également indiqué que l'alimentation en eau potable de la commune de Tighennif connaîtra une « amélioration encore plus importante » après l'achèvement du projet de doublement de la conduite principale d'adduction du système de transfert MAO, prévu au plus tard au début de l'année prochaine. Par ailleurs, M. Aïssi a an-

noncé la distribution d'un nombre « important » de logements publics locatifs, le 1er novembre prochain, à l'occasion des célébrations du 72e anniversaire du déclenchement de la glorieuse Guerre de libération, dans différentes communes de la wilaya. Il a indiqué, dans ce contexte, qu'environ 3.000 logements publics locatifs sont actuellement en cours de réalisation dans la wilaya, avec des taux d'avancement des travaux allant de 30 à plus de 60%.

R E.

Réfléchir collectivement et expérimenter

Il est urgent de réfléchir collectivement et d'expérimenter, ce que ne peuvent plus faire les sociétés de classes profondément divisées et étroitement engagées. La division sociale de classes et du travail divise désormais plus qu'elle n'intègre. Les problèmes auxquels sont confrontés l'humanité sont considérables : crises économiques (chômage des diplômés, inégalités sociales), crise climatique (sécheresse, inondations).

6^e partie

Par DERGUINI Arezki (*)

... à ce qui fait notre tradition

La tradition est ce qui se modernise. La tradition doit se renouveler pour subsister. Il faut changer pour ne pas changer. Les temps changent et pour rester nous-mêmes, nous devons changer. Pour rester croyants, nous devons changer. Une société sans tradition est une société instable, parce que déracinée. Un ensemble d'habitudes héritées ne font pas une tradition. En reprenant un philosophe « la tradition, c'est non pas garder la cendre, mais entretenir la flamme. » La tradition ce sont des croyances fermes. Et des croyances fermes supposent des expériences présentes solides. L'occidentalisation du monde a profondément affecté les habitudes de beaucoup de sociétés non occidentales. Certaines d'entre elles ne savent plus ce qu'elles font. La tradition et le monopole de la violence font la pérennité de l'État. Le monopole de la violence met fin à la guerre civile, la tradition protège la paix. Le monopole de la violence qui n'est pas soutenu par une tradition ne peut être pérenne. Nous sommes sortis d'une société segmentaire ayant longtemps vécu dans une « stagnation séculaire ». Les vieilles générations étaient soucieuses de préserver la tradition, les temps et le contexte ne changeaient pas, le changement était chargé négativement, ce que la rupture coloniale confirmera. Il fallait ne pas changer pour ne pas changer. La frontière entre les bonnes habitudes et les mauvaises était quasiment invariable. C'est de ces temps que nous tenons l'absence de prédisposition à penser nos habitudes. Les anciens n'ont pas transmis ce à quoi ils ne furent pas entraînés. Ils étaient entraînés à combattre l'innovation.

Une société vivante aujourd'hui doit puiser dans sa tradition pour trouver les ressources de son renouvellement. Elle doit innover, ses habitudes doivent changer pour que se renouvelle sa tradition. La tradition est donc un filtre à travers lequel s'interprète le changement. Aussi nous faut-il prendre un nouveau départ et réfléchir collectivement pour partager des habitudes qui nous permettront de faire corps social et corps avec notre temps. C'est dans le domaine de l'organisation que la société souffre le plus de déficience, du manque d'innovation. La faiblesse de ce domaine contamine tous les autres domaines. Mais on ne saurait dissocier ce domaine des autres. Il peut être lui-même contaminé.

Les sociétés qui ont perdu leur tradition sont perdues dans le temps. Seule l'expérimentation produisant des expériences solides peut leur permettre de retrouver leur tradition oubliée, de la faire réémerger à leur conscience. Car



une tradition ensevelie par la tradition occidentale (LA modernité) n'en continue pas moins d'exister. Profondément enfoui en nous, son enracinement est indéracinable. Il faut lui faire confiance, lui permettre de remonter à notre conscience. Ce que des siècles ont fait ne peut être défait par des années. Elle est cet inconscient collectif qui nous anime, elle est matière inépuisable. L'exemple chinois expérimente, la Chine est passée du communisme au socialisme aux caractéristiques chinoises en passant par l'économie socialiste de marché.

... à nos capacités d'action collectives

Ce que nous devons faire, plutôt que d'être attaché à une image de société et ses valeurs, doit l'être à nos capacités d'action collective. Les capacités d'action renvoient à une unité dynamique, déterminée et complémentaire des croyances et des actions. Des croyances fortes, autrement dit des dispositions, armées d'intentions fortes, déterminées dans et par le cours des choses, se concrétisant dans des expériences solides s'auto-entretiennent. Les actions réagissent sur les croyances et les fortifient. Elles forment avec elles un cercle vertueux. De cette interaction entre croyances et actions se nourrit notre expérience. Là aussi, il nous faut rejeter avec la dichotomie de la théorie et de l'expérience, celle de l'individu et de la société. Penser individuellement et collectivement, globalement et localement, simultanément. Cela exige d'être pleinement dans son expérience qui ne peut être réduite à celle d'individus.

... les différentes séparations

Penser collectivement ne pourra être possible que si nous nous séparons des façons de penser qui nous en empêchent. Il en est une de fondamentale, après celle de la nature et de la société, qui consiste à séparer État et société (civil et militaire, État et marché). Para-

doxalement, ces séparations qui ont été à la base du développement de l'économie de marché en Occident ont été à la base de la nature rentière de notre économie. La société, la nature et l'État sont l'un dans l'autre économiquement de manière non optimale.

Le revenu de la société est dans la rente que l'État tire d'une nature à qui il faudra rendre plus qu'on avait l'habitude de lui prendre. Mauvaise pente. D'avoir dichotomisé et unilatéralisé les rapports entre État et économie, entre nature et société, leurs rapports sont en train de se renverser. À la domination de la nature par la société est en train de se substituer une domination de la nature sur la société. À la domination de la nature sur la société préindustrielle avait succédé une domination de la société industrielle sur la nature, avec la crise climatique, on assiste à un retour de la domination de la nature sur la société. À la domination de l'État sur le marché est en train de se substituer une domination du marché sur l'État. Les deux dichotomies se soutenant mutuellement.

Certains espèrent, avec les nouvelles révolutions technologiques et la crise climatique, échapper à l'effondrement de la civilisation terrestre et former une civilisation cosmique. On en serait à sauve-qui-peut !

De ces deux séparations dichotomiques, unilatérales et fondamentales, il résulte chez nous que le revenu de la société n'est pas dans ce qu'il doit être : la production et la conquête de marchés extérieurs. La domination de la société sur la nature (société prédatrice), de l'État sur l'économie (État producteur et redistributeur) empêche la société de prendre part à la production mondiale. Conquérir les marchés extérieurs pour une économie émergente, c'est s'efforcer d'être partie prenante de la production mondiale, d'être partie prenante de la compétition mondiale qui n'est pas nécessairement un jeu à somme nulle.

Être partie prenante de la production mondiale, de la compétition mondiale, de sorte à progresser des parties à faible valeur ajoutée des chaînes de valeur mondiales aux parties à forte valeur ajoutée, c'est assurer le développement de sa capacité d'agir dans le monde. Mais comme émerger c'est innover, remonter des chaînes de valeur comme l'ont fait les sociétés de l'Est asiatique n'est plus de cours. Innover consiste à produire de nouvelles chaînes de valeur non encore trustées.

Pour prendre un exemple négatif, il est très difficile de monter en gamme à partir d'une centrale électrique à gaz. Le bout de la chaîne de la valeur mondiale, la fabrique de la turbine à gaz, est fermement contrôlée par trois grandes entreprises mondiales (GE, Siemens, Mitsubishi) qui contrôlent la conception de la technologie, sa fabrication, son installation, ses logiciels de contrôle, ses pièces détachées, sa maintenance et les mises à niveau. Au contraire de la Chine qui peut utiliser son gigantesque marché intérieur des centrales électriques comme instrument de montée en gamme technologique, cela ne peut être le cas pour des pays plus petits. Ainsi, pour consommer de l'électricité, nous produisons du gaz, mais dépendons de l'étranger de manière irrévocable pour produire de l'électricité.

... aux différentes formes de capitaux, d'armes et leurs rapports

Les séparations entre nature et société, État et société, remontent à la division sociale fondamentale entre guerriers et paysans, redoublée par celle fondamentale de propriétaires et de non-propriétaires. Une classe a monopolisé la violence et la propriété. Elles autorisent la domination de la classe des propriétaires armés sur une population désarmée. La classe armée l'est désormais de différentes formes de capitaux. Elle n'est plus simplement militaire, elle s'est différenciée. Celle qui forme les camps est aussi importante, sinon plus, que celle qui les arme. La frontière entre civil et militaire qu'a instaurée la division sociale fondamentale de classes dont l'étanchéité a longtemps été protégée est percée. La technologie est duale, se priver de son aspect civil n'est pas sans conséquence sur son aspect militaire. La séparation ne peut plus être maintenue, le civil revient dans le militaire et inversement, et cela dans bien des domaines. La guerre de libération n'aurait pas eu lieu si les sociétés colonisées l'avaient admise. Dans les sociétés qui l'ont admise et font la guerre entre armées, hors de ces sociétés, on fait la guerre à des peuples armés.

(A suivre)

(*) Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

TUNISIE

Le projet éolien terrestre de 75 MW d’El Fahs bénéficie d’une subvention du gouvernement du Japon

L’Ambassade du Japon en Tunisie a annoncé que le projet éolien terrestre de 75 MW d’El Fahs a été sélectionné, en juillet 2026, pour bénéficier d’une subvention du Gouvernement du Japon dans le cadre du Mécanisme d’échange de crédits carbone (MCC), fondé sur l’article 6 de l’Accord de Paris. “Ce projet sera mis en œuvre par une coentreprise nippo-norvégienne composée d’Eurus Energy Holdings Corporation et de Scatec. Il s’agit du 5ème projet mis en œuvre dans le cadre du MCC en Tunisie et du premier projet éolien approuvé en la matière”, lit-on dans un communiqué de l’Ambassade du Japon. S’agissant d’autres projets mis en œuvre dans le cadre du MCC, en avril 2026, la même source a indiqué que les deux centrales photovoltaïques d’une puissance de 50 MW chacune, l’une à Tozeur et l’autre à Sidi Bouzid, ont été mises en service. En outre, un projet photovoltaïque de 100 MW à Sidi Bouzid est en cours de développement, tandis qu’un projet photovoltaïque de 130 MW à Gabès a été sélectionné en février 2026. Bien que de manière encore limitée, ces projets ont généré des emplois, tant durant les phases de construction que pour les activités d’exploitation et de maintenance (O&M). “Ces réalisations attestent de la concrétisation du partenariat nippo-tunisien dans la lutte contre le changement climatique. Ces initiatives renforcent la capacité de production d’énergies renouvelables en Tunisie, soutiennent la transition énergétique nationale et contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Nous souhaitons qu’elles contribuent à une meilleure maîtrise de l’approvisionnement énergétique et au renforcement de la sécurité énergétique, en augmentant la production locale d’électricité renouvelable”, ajoute l’ambassade du Japon en Tunisie.

Agence

MAURITANIE

L’italien BF cible le pays dans sa stratégie d’expansion agricole en Afrique

Lancé en 2024, le Plan Mattei vise à renforcer les liens économiques entre l’Italie et l’Afrique à travers le financement de projets de développement et la lutte contre les migrations irrégulières. Dans l’agriculture, Bonifiche Ferraresi est l’un des acteurs privés les plus en vue de cette coopération.

Par Réaction Internationale

Le groupe agroindustriel italien Bonifiche Ferraresi (BF) est en pourparlers avec le gouvernement mauritanien pour la réalisation d’un projet agricole dans la wilaya du Brakna. Selon les informations relayées par les médias locaux le 1er septembre le projet sera mis en œuvre avec la collaboration de la Société nationale de développement rural (SONADER) et prévoit l’aménagement de 10 000 à 20 000 hectares de terres agricoles grâce à la construction d’un nouveau canal près de la ville de Boghé. Il doit également permettre de développer plusieurs cultures, dont le blé et le riz, ainsi que les productions maraîchères. Si les détails concernant le démarrage des travaux et le calendrier d’exécution du projet ne sont pas encore connus, cette initiative marque une nouvelle étape dans le déploiement de BF sur le continent africain. Dans le cadre du Plan Mattei pour l’Afrique, le groupe s’est en effet engagé ces dernières années dans plusieurs projets agricoles de grande ampleur sur le continent. En Mauritanie, BF arrive ainsi avec une expérience déjà importante des grands projets agricoles africains. Plus récemment, en septembre 2025, l’entreprise a signé en Côte d’Ivoire une convention d’investissement de 134 millions d’euros (156,8 millions \$) pour développer une ferme-pilote de 10 000 hectares à Tagadi, dans le nord-est du pays. Le projet porte sur la production d’igname, de maïs, de mil, de riz et de cultures maraîchères.

Un peu plus tôt, en avril 2025, le groupe avait conclu avec le gouvernement congolais un accord pour développer un domaine agricole de 10 000 hectares à Dolisie, avec l’ambition d’introduire des technologies agricoles, de renforcer la formation et la recherche et de créer des emplois. Dans le même mois, un protocole d’accord a également été signé au Sénégal pour aménager 10 000 hectares dans la commune de Kaour avec pour objectif de cultiver du riz, du maïs, du blé et du palmier à huile, tout en servant de centre de formation pour les agriculteurs. Quelques mois plus tôt, l’entreprise s’est également impliquée dans un projet similaire au Ghana où elle a entamé, en août 2024, le développement d’un domaine agricole de 5 000 hectares pour un coût total de 90 millions d’euros (104,1 millions \$) à Aveyime-Battor, dans la région de la Volta. Avant cela, le groupe a entamé en juillet 2024 un projet intégré de 36 000 hectares à Timimoun, dans le sud de l’Algérie. Doté d’un investissement d’environ 420 millions d’euros (486 millions \$), le projet associe production de blé et de légumineuses, irrigation, stockage et transformation. Une première campagne de blé y a d’ailleurs été lancée en mai 2026 sur 1 600 hectares.

Le blé, un intérêt commun entre BF et la Mauritanie

L’implantation envisagée par BF dans le Brakna intervient alors que la Mauritanie cherche elle-

même à accroître sa production de blé. Étant l’un des plus gros importateurs de blé en Afrique de l’Ouest, la Mauritanie affiche depuis quelques années l’ambition de développer et de structurer une filière locale de production pour réduire sa dépendance vis-à-vis du marché extérieur. Dès 2023, le ministère de l’Agriculture s’est en effet engagé dans un partenariat avec le programme Arab Africa Trade Bridges (AATB), le Centre arabe pour les études des zones arides et des terres sèches (ACSAD) et la Société internationale islamique de financement du commerce (ITFC), visant à développer la production locale de semences de blé et à mettre en place un programme national complet de multiplication de semences de blé certifiées. En mars 2024, le pays annonçait la réussite d’un premier essai de culture de blé sur une superficie de 200 hectares dans le cadre d’un partenariat public-privé, avec des rendements évalués entre 4 et 5 tonnes par hectare dans la région du Trarza. Dans ce contexte, on peut lire à travers le rapprochement entre Nouakchott et BF une convergence d’intérêts. Alors que le groupe italien cherche à déployer en Afrique des exploitations agricoles combinant technologies, irrigation et production à grande échelle, la Mauritanie peut tirer profit de cet intérêt pour renforcer sa filière blé encore embryonnaire. Reste désormais à savoir dans quelle mesure le projet du Brakna se concrétisera et contribuera à faire progresser la production céréalière du pays.

ARABIE SAOUDITE

Ryadh travaillerait sur une importante nouvelle levée de fonds

L’Arabie saoudite pourrait réaliser un nouvel emprunt afin de poursuivre la diversification de ses sources de financement face aux retombées économiques du conflit impliquant l’Iran. Selon les sources de ‘Bloomberg’, le Royaume aurait entamé des pourparlers préliminaires pour lever au moins 8 milliards de dollars. Le Centre de gestion de la dette pu-

blique (NDMC) du Royaume aurait ainsi commencé à sonder des banques concernant une opération potentielle. Le géant pétrolier public, Saudi Aramco, mènerait des discussions similaires avec des banques. Ces deux transactions potentielles n’en sont qu’à un stade précoce et pourraient finalement ne pas se concrétiser, selon les mêmes sources.

Riyad et d’autres pays du Golfe sont confrontés aux retombées économiques du conflit régional, qui continue de perturber les échanges via le détroit d’Ormuz, d’augmenter les coûts d’importation et de peser sur les chaînes d’approvisionnement. Téhéran a notamment pris pour cible les infrastructures énergétiques saoudiennes, tandis que les Houthis, soutenus par l’Iran, ont menacé des

navires en mer Rouge, compliquant les efforts du Royaume pour contourner le détroit d’Ormuz en exportant du pétrole depuis sa côte occidentale. L’économie saoudienne a connu au deuxième trimestre sa plus forte contraction depuis la pandémie, malgré la vigueur des cours pétroliers.

Agence

ÉGYPTE

Le chinois ZC Rubber veut investir 500 millions \$ dans le pneumatique

L’industrie égyptienne du pneumatique attire de nouveaux investissements chinois, portés par les perspectives du marché local et la position stratégique du pays. Le projet de ZC Rubber prévoit la création d’un complexe intégré destiné à la production et à l’exportation de pneumatiques. L’Autorité de la zone économique du canal de Suez (SCZone) et le groupe chinois Zhongce Rubber Co. (ZC Rubber) ont signé, ce mercredi 2 septembre, une lettre d’intention en vue d’étudier la création d’un complexe industriel intégré de fabrication de pneumatiques dans la zone industrielle de Sokhna, en Égypte. Le projet représente un investissement estimé à 500 millions de dollars et serait

implanté sur une superficie initiale de 600 000 m². Selon les informations rapportées par The Egyptian Gazette, le complexe devrait intégrer plusieurs activités liées à la fabrication de pneumatiques, ainsi que des infrastructures industrielles, de services et logistiques. Le projet serait réalisé en trois phases, avec l’objectif de développer progressivement les capacités de production et de desservir les marchés régionaux et internationaux. Environ 95 % de la production seraient destinés à l’exportation. Pour les autorités égyptiennes, l’implantation de ZC Rubber doit également contribuer au transfert de technologies et de savoir-faire, à la formation de compétences locales et au développement

d’une filière industrielle spécialisée dans les pneumatiques.

L’Égypte veut s’imposer comme un hub africain du pneumatique

L’Égypte cherche ainsi à se positionner comme l’un des principaux pôles africains de l’industrie du pneumatique. Le pays bénéficie à la fois d’un marché intérieur important, d’une industrie automobile en développement et d’une position géographique stratégique à la jonction de l’Afrique, du Moyen-Orient, de l’Europe et de l’Asie. Cette stratégie a déjà permis au Caire d’attirer plusieurs investissements majeurs dans le secteur. Le chinois Shandong Linglong Tyre

porte notamment un projet évalué à 2 milliards de dollars, tandis que Sailun Group prévoit un investissement d’environ 1 milliard de dollars pour produire des pneumatiques dans la zone industrielle sino-égyptienne TEDA, à Aïn Sokhna. Ces projets doivent contribuer à structurer progressivement une filière locale, depuis la production jusqu’aux activités logistiques et à l’exportation. L’intérêt des industriels pour l’Égypte repose également sur les perspectives de son marché intérieur. Selon MarkNtel Advisors, le marché égyptien des pneus pour voitures particulières devrait passer de 750,2 millions de dollars en 2025 à plus de 1,1 milliard de dollars en 2032.

R I.

COTON

La remontée des prix ouvre une nouvelle fenêtre d’opportunités pour les exportateurs africains

Après une baisse généralisée des prix du coton sur le marché international au cours des trois dernières années, la fibre naturelle a vu un redressement de ses cours ces derniers mois, dans un contexte marqué par le recul de la production mondiale, une demande qui dépasse l’offre et une augmentation des coûts de production du polyester.

Synthèse R.I.

Le récent redressement des cours du coton sur le marché international ouvre une nouvelle fenêtre d'opportunités pour les pays africains capables d'augmenter leurs rendements, de développer des industries de transformation locale compétitives et d'améliorer leurs capacités logistiques, selon un rapport publié ce jeudi 27 juillet par la Banque africaine d'import-export (Afreximbank). Intitulé « Cotton : A global recovery and Africa's opportunity », le rapport précise que le coton s'est imposé comme l'une des matières premières agricoles les plus performantes durant le premier semestre de l'année 2026. Les contrats à terme de premier mois sur le coton s'échangeaient en juillet dernier à environ 80,5 cents la livre. Ce niveau représente une hausse impressionnante de 35 % par rapport au point le plus bas enregistré au mois de février de l'année en cours. La dynamique des prix marque une véritable rupture avec le cycle baissier prolongé

qui avait débuté en 2023, bien que les cours restent plus bas que les sommets historiques qui avaient été atteints lors du super-cycle des matières premières post-pandémie. Ce rebond des prix est alimenté par une combinaison de plusieurs facteurs. Il s'agit, en premier lieu, de la baisse attendue de la production après les récoltes exceptionnelles observées durant les saisons 2024/2025 et 2025/2026. D'après les prévisions du Département américain de l'Agriculture (USDA), la production mondiale de coton devrait baisser pour atteindre 116 millions de balles lors de la saison 2026/2027 contre 122,7 millions de balles durant la saison précédente, soit un repli de 5,5 %. À l'inverse, la consommation des usines à travers le monde devrait croître pour atteindre environ 122 millions de balles au cours de la saison 2026/2027. Cela implique que la demande surpassera la production, ce qui réduira mécaniquement les stocks mondiaux de fin de saison à leur niveau le plus bas depuis la saison 2018/2019. Bien que sa suprématie soit peu à peu

défiée par l'expansion fulgurante des industries textiles en Inde, au Bangladesh, au Pakistan et au Vietnam, la Chine demeure le principal moteur de la demande mondiale en fibres. Le géant asiatique pèse, à lui seul, pour plus d'un tiers de la consommation manufacturière mondiale. Selon l'USDA, l'utilisation de coton par les usines chinoises devrait atteindre 41,5 millions de balles pour la saison 2026/2027, soit son plus haut niveau depuis la saison 2010/2011, grâce à l'expansion de la consommation intérieure, à la reconstitution des stocks et à la résilience de la production textile. Au-delà des fondamentaux classiques liés à l'offre et à la demande, l'année 2026 a mis en évidence une interaction plus forte entre le coton et les marchés internationaux de l'énergie. Bien qu'il soit un produit agricole, la compétitivité du coton reste très influencée par la pétrochimie, puisque son grand substitut, le polyester, est fabriqué à partir de dérivés du pétrole. Ainsi, les variations des prix de l'or noir et du naphta déterminent l'attractivité du coton.

SEYCHELLES-ANGOLA

Les discussions sur un accord aérien reprennent cinq ans après

Les Seychelles et l'Angola souhaitent relancer leur coopération aérienne, alors que l'archipel cherche à diversifier ses connexions avec les marchés africains. Cette démarche intervient après plusieurs années sans accord et dans le prolongement du rapprochement engagé par les deux pays. Lors d'une visite de courtoisie aux Seychelles, le lundi 31 août, l'am-

bassadeur angolais Domingos de Almeida Da Silva Coelho et les autorités seychelloises ont évoqué la possibilité de conclure un accord bilatéral sur les services aériens (ABSA). Selon un communiqué du ministère seychellois des Affaires étrangères et de la Diaspora, cet accord permettrait de développer la connectivité aérienne entre les deux pays et de faciliter les dépla-

cements de leurs populations. Il pourrait également contribuer à diversifier les marchés touristiques, à favoriser les échanges commerciaux et à stimuler les investissements. Cette démarche n'est pas nouvelle. En 2021, les Seychelles et l'Angola avaient déjà manifesté leur intention de conclure un accord sur les services aériens, mais les discussions n'avaient finale-

ment pas abouti. Les raisons de cet échec n'ont pas été précisées. Le rapprochement actuel intervient après la signature, en août 2025, d'un accord d'exemption mutuelle de visas pour les titulaires de passeports diplomatiques, officiels et de service. Ce dispositif constitue l'un des éléments du renforcement des relations entre les deux pays.

R.I.

TCHAD

Le pays explore des solutions numériques azerbaïdjanaises pour ses services publics

Le Tchad cherche à accélérer la numérisation de ses services publics en explorant des solutions développées en Azerbaïdjan. Une délégation d'Idrak Group LLC a présenté aux autorités tchadiennes plusieurs technologies destinées notamment à la santé, à l'éducation et à la production de documents d'identité.

Le ministre des Télécommunications, de l'Économie numérique et de la Digitalisation, Haliki Choua Mahamat, a reçu le jeudi 27 août à N'Djamena une délégation d'Idrak Group LLC, conduite par son PDG, Abdullayev Hikmat Sokvat Oglu, selon une publication du ministère. Les échanges ont porté sur les possibilités de collaboration dans le domaine de la transformation numérique.

L'entreprise a notamment présenté des solutions destinées à la santé numérique, à l'école intelligente et à la production de documents d'identité. Dans le domaine de la santé, l'Azerbaïdjan dispose notamment d'un système de jumeau numérique médical utilisant l'intelligence artificielle. Dans l'éducation, des outils numériques sont également proposés pour accompagner les élèves dans leur apprentissage.

Aucun nouvel accord, montant de financement ou calendrier de déploiement n'a toutefois été annoncé à l'issue de la rencontre. La démarche reste donc, à ce stade, au stade des échanges et de la présentation de solutions.

Cette rencontre intervient alors que l'Azerbaïdjan cherche à développer sa coopération numérique avec plusieurs pays africains. En décembre 2025, l'Innovation and Digital Development Agency (IDDA), l'Agence pour l'innovation et le développement numérique, avait indiqué avoir tenu des rencontres bilatérales avec des délégations du Mali, de la Tanzanie, du Burkina Faso, de la Somalie, du Sénégal, du Tchad, de la Tunisie, du Kenya et d'autres pays africains. Les échanges portaient sur les perspectives de coopération dans le domaine du développement numérique.

R.I.

AFRIQUE DU SUD

La crise d’Ormuz soutient Sasol malgré des turbulences persistantes

Début 2026, Sasol traversait une période difficile et cherchait dans l'optimisation de ses procédés industriels un levier de redressement. La crise d'Ormuz en a profondément changé la portée. La crise d'Ormuz a dopé les résultats annuels de Sasol. Selon les informations rapportées mardi 1er septembre par la compagnie, le bénéfice par action retenu (HEPS) du groupe pétrochimique sud-africain, mesure de référence sur la Bourse de Johannesburg, a atteint 38,31 rands, environ 2,38 dollars, en hausse de 9 % sur l'exercice clos au 30 juin 2026. Le résultat avant intérêts, impôts et dépréciations (EBITDA ajusté) a progressé de 17 % à 60,7 milliards de rands (3,77 milliards

de dollars). Avec la fermeture du détroit d'Ormuz depuis février a contribué à renchérir le pétrole brut de 7 % sur l'exercice et perturbé les importations sud-africaines de produits raffinés depuis le Moyen-Orient. Un contexte qui a ouvert un espace que Sasol a su combler avec son charbon converti. Le groupe s'est appuyé notamment sur Secunda, son complexe de Mpumalanga qui convertit le charbon en carburant liquide. La production y a progressé de 8 % à environ 7,2 millions de tonnes, son niveau le plus élevé depuis cinq ans, d'après les données publiées par Sasol en juillet. D'un autre côté, la raffinerie Natref, à Sasolburg, dont Sasol détient 63,64 %

d'intérêt, a affiché une production en hausse de 76 %. La société a utilisé la capacité correspondant à la participation de son partenaire Prax South Africa, placé en redressement judiciaire en octobre 2025. Avec une hausse des ventes de carburants liquides de 13 %, le résultat opérationnel de la branche carburants a bondi de 5,2 à 19,9 milliards de rands (1,24 milliard de dollars) en un an. Sasol concentre désormais près des deux tiers de la capacité nationale de production de carburant, selon des données de News24 début août. Le rand fort qui a amoindri le choc pétrolier pour les consommateurs sud-africains, a eu cependant l'effet inverse sur les ventes de produits chimiques.

La branche sud-africaine a basculé dans le rouge, avec une perte opérationnelle de 3,3 milliards de rands (205 millions de dollars) contre un bénéfice de 5 milliards de rands (310 millions de dollars) l'exercice précédent. Or c'est précisément le gaz mozambicain qui devait contribuer à réduire la dépendance de Sasol au charbon. La branche gaz a enregistré la contre-performance sur l'exercice, avec un résultat opérationnel en chute de 60 % à 1,2 milliard de rands (74 millions de dollars). La production des champs de Pande et Temane a reculé de 7 %, pénalisée par des inondations et le déclin naturel des puits, d'après les résultats du groupe.

Agence

POINT-MARCHÉS

L'Europe termine en hausse, Wall Street dans le rouge après le rapport sur l'emploi

Les Bourses européennes ont fini en hausse vendredi, bien que terminant la semaine sur une baisse hebdomadaire, alors que le rapport sur l'emploi aux États-Unis fait remonter les anticipations d'une hausse des taux par la Fed.

À Paris, le CAC 40 a perdu 0,09% à 8.278,77 points. À Francfort, le Dax a avancé de 0,17% tandis qu'à Londres, le FTSE 100 a terminé stable. L'indice EuroStoxx 50 a progressé de 0,21%, le FTSEurofirst 300 de 0,13% et le Stoxx 600 de 0,17%. Sur la semaine, le Stoxx 600 a abandonné 0,76% et le CAC 40 a perdu 1,46%. À l'approche des réunions des banques centrales européenne et américaine, les investisseurs analysent attentivement les dernières données économiques disponibles afin d'ajuster leurs prévisions concernant les décisions de politique monétaire. La semaine s'achève sur la publication du rapport sur l'emploi aux États-Unis pour le mois précédent, avec des chiffres suggérant une certaine résilience du marché de l'emploi, ce qui pourrait inciter la Réserve fédérale (Fed) à opérer un resserrement monétaire pour contenir

l'inflation. La croissance de l'emploi aux États-Unis s'est nettement accélérée en août, avec 162.000 créations tandis que les économistes interrogés par Reuters prévoyaient en moyenne 56.000 créations nettes. Le chiffre de juillet a par ailleurs été relevé et fait apparaître désormais 21.000 postes créés contre 23.000 détruits en première estimation. "Le rapport sur l'emploi d'août a dissipé les dernières inquiétudes concernant le marché du travail, plaçant les données sur l'inflation qui seront publiées la semaine prochaine au cœur de la décision du FOMC (comité de politique monétaire de la Fed) sur les taux d'intérêt attendue dans le courant du mois", a déclaré Jeff Schulze, responsable de la stratégie économique et de marché chez ClearBridge Investments. Par conséquent, les opérateurs relèvent leurs anticipations pour la prochaine réunion de la Réserve fédérale améri-

caine (Fed), les 15 et 16 septembre, pariant désormais à 65% sur une hausse des taux, contre 55% avant la publication du rapport. En Europe, tandis que la réunion de la Banque centrale européenne (BCE) a lieu dès la semaine prochaine, les 9 et 10 septembre, les marchés ont déjà largement intégré la probabilité d'une hausse de 25 points de base à 2,50%, face à un contexte de prix élevés de l'énergie, d'inflation persistante et d'une économie de la zone euro rési-

liente. Aux valeurs, Volkswagen a bondi de 5,90% après l'approbation la veille par le conseil de surveillance du groupe d'un vaste plan de transformation qui pourrait entraîner la suppression d'environ 50.000 emplois. À Paris, Vivendi a reculé de 6,70% après avoir fait état jeudi soir d'un chiffre d'affaires semestriel en recul de 3,5%, citant un effet de saisonnalité des lancements de jeux de Gameloft.

REFROIDIE PAR LES ROBUSTES CHIFFRES DE L'EMPLOI AMÉRICAIN
Wall Street recule

La Bourse de New York a terminé en baisse vendredi, accueillant fraîchement la bonne tenue de l'emploi américain, qui donne des arguments à la banque centrale américaine (Fed) pour lutter contre l'inflation en resserrant sa politique monétaire. Le Dow Jones a cédé 0,51%, l'indice Nasdaq a reculé de 0,29% et l'indice élargi S&P 500 a perdu 0,38%. Les indices américains ont été bousculés par le fort rebond des embauches le mois dernier aux États-Unis, à 162.000 créations nettes d'emploi, le triple de ce qui était attendu. "Dans un monde normal, ce serait une bonne nouvelle. Les employeurs ont embauché. Le marché du travail n'a pas connu de repli", a relevé Ken Mahoney, analyste de Mahoney Asset Management. "Mais les marchés, bien sûr, ne vivent pas dans un monde normal", a-t-il ajouté.

Le rapport a été interprété comme laissant le champ libre à la Réserve fédérale (Fed) pour qu'elle s'occupe de la lutte contre l'inflation, l'un de ses deux objectifs avec la vigueur du marché de l'emploi. Le marché parie désormais sur une hausse des taux directeurs de l'institution dès sa prochaine réunion, mi-septembre, selon l'outil de veille CME FedWatch, alors qu'il restait très partagé la veille. Une politique monétaire restrictive est généralement défavorable aux entreprises, ce qui déplaît à Wall Street. "Même si le rapport sur l'emploi publié aujourd'hui a radicalement modifié les anticipations" sur la trajectoire des taux, "l'issue n'est pas acquise", a prévenu Charlie Ripley, analyste pour la société d'investissement Allianz Investment Management.

Agence

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

بنك الجزائر

BANK OF ALGERIA



COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 03 septembre 2026

Valeur : 07 septembre 2026

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		133.2401	133.2551
1	EUR	EURO		154.4919	154.5226
1	GBP	POUND STERLING		179.8355	179.9043
100	JPY	JAPANESE YEN		83.9678	84.0037
1	CNY	CHINESE YUAN		19.8271	19.8296
1	CHF	SWISS FRANC		164.0080	164.0669
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		95.8079	95.8256
1	DKK	DANISH KRONE		20.6737	20.6796
1	SEK	SWEDISH KRONA		13.8329	13.8366
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		14.2923	14.3177
1	AED	UAE DIRHAM		36.2746	36.2796
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.4824	35.4883
1	KWD	KUWAITI DINAR		433.7243	433.9144
1	TND	TUNISIAN DINAR		45.2736	45.7286
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		14.2958	14.2975
1	LYD	LIBYAN DINAR		20.9093	21.0165
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.3260	3.3364
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		182.1993	182.1993

BOURSE DE PARIS

En légère baisse après les chiffres de l'emploi américain

La Bourse de Paris a terminé en légère baisse vendredi, les investisseurs digérant la vigueur de l'emploi américain, tournés désormais vers les chiffres de l'inflation aux États-Unis attendus la semaine prochaine, tandis que le secteur des semi-conducteurs a soutenu la cote. L'indice CAC 40 a lâché 0,09% pour terminer à 8.278,77 points. Jeudi, le CAC 40 avait finalement terminé à l'équilibre à l'issue d'une séance en dents de scie, progressant de 0,07% à 8.286,40 points. Les investisseurs digèrent le rapport sur l'emploi américain. Le chômage est en effet resté bas le mois dernier aux États-Unis, à 4,1%, tandis que les embauches ont rebondi avec 162.000 créations nettes d'emploi, le triple de ce qu'attendaient les marchés, selon des données officielles publiées vendredi. Le rapport sur l'emploi a ainsi "dissipé les dernières inquiétudes concernant le marché du travail, plaçant les données sur l'inflation qui seront publiées la semaine pro-

chaine au cœur de la décision" de la Réserve fédérale américaine (Fed) "sur les taux d'intérêt attendue dans le courant du mois", a commenté Jeff Schulze, responsable de la stratégie économique et de marché chez ClearBridge Investments. L'attention des marchés se tourne désormais vers la publication la semaine prochaine de l'indice des prix à la consommation (CPI) pour août aux États-Unis. A moins que l'inflation "ne recule significativement la semaine prochaine, la Fed va très probablement relever ses taux en septembre", a estimé Christophe Boucher, directeur des investissements chez ABN AMRO Investment Solutions. En zone euro, avec une inflation au plus haut depuis trois ans (à 3,3% sur un an en août), les marchés ont déjà intégré un nouveau durcissement de la politique monétaire lors de la prochaine réunion de la Banque centrale européenne (BCE).

Feu vert pour les fabricants de puces

"Le secteur de la tech, toute la chaîne de valeur de l'intelligence artificielle (IA), signe de croissance, revoit un petit peu d'optimisme", a souligné auprès de l'AFP Isabelle de Gavoty, responsable de gestion actions Europe chez AllianzGI. Le groupe français Soitec, spécialiste de la conception de matériaux semi-conducteurs, a grimpé de 3,89% à 128,30 euros l'action, après une envolée jeudi. Le spécialiste franco-italien des semi-conducteurs STMicroelectronics (+1,77% à 44,81 euros) a également surfé sur la dynamique, terminant en hausse. Les valeurs qui profitent indirectement de l'essor de l'IA sans être elles-mêmes des développeurs de modèles ont aussi terminé dans le vert vendredi, à l'image des entreprises spécialisées dans les infrastructures électriques: Legrand a gagné 3,26% à 140,90 euros. Les solutions informatiques traditionnelles Dassault Systèmes (-6,49% à 21,02 euros) et Capgemini (-3,27% à

106,40 euros) ont quant à elles terminé en forte baisse.

CAC40

En Allemagne, les commandes à l'industrie ont progressé de 2,5% sur un mois en juillet, tandis que les économistes interrogés par Reuters tablaient sur +0,3% après +3,7% (révisé de +3,1%) en juin. Dans la zone euro, les ventes au détail ont reculé de 0,6% en juillet sur un mois, alors que les analystes interrogés par Reuters tablaient sur une hausse de 0,3% après +0,2% en juin (révisé de -0,3%). Aux États-Unis, le rapport publié par le département du Travail a notamment montré que le taux de chômage s'est établi à 4,1% en août, comme prévu, après le même chiffre en juillet. Le billet vert s'apprécie après la publication du rapport sur l'emploi, bien que les chiffres sur l'inflation prévus la semaine prochaine devraient avoir plus d'impact sur la devise.

Le dollar gagne 0,19% face à un panier de devises de référence, tandis que l'euro abandonne 0,03% à 1,1620 dollar. Le marché obligataire américain trime à la suite du rapport sur l'emploi qui amplifie les prévisions d'une hausse des taux par la Fed. Le rendement des Treasuries à dix ans prend 1,4 point de base à 4,7761%, tandis que le deux ans gagne 3,0 points de base à 4,3661%. Le rendement du Bund allemand à dix ans a cédé 0,2 point de base à 3,3360%, tout comme le deux ans qui a terminé à 2,9304%. Les cours pétroliers sont en passe d'enregistrer une hausse hebdomadaire de plus de 6%, face à la résurgence des frappes entre les États-Unis et l'Iran qui accroissent les craintes concernant l'approvisionnement mondial en hydrocarbures par le Moyen-Orient. Le Brent cède 0,04% à 95,48 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) recule de 0,54% à 90,81 dollars.

R I

À 5,85 DOLLARS LE GALLON

Le diesel est au plus haut historique aux États-Unis

À trois mois des élections de mi-mandat, les prix à la pompe ne cessent d'augmenter aux États-Unis. Le diesel vient de battre son record historique, amputant le pouvoir d'achat des Américains qui ne sont plus que 33% à approuver l'action de Donald Trump à la Maison Blanche.

Le diesel, carburant des poids lourds et des tracteurs aux États-Unis, a atteint vendredi un niveau record à 5,85 dollars (5 euros) le gallon (3,8 litres), selon les relevés de l'association automobile américaine qui font référence. Le précédent record remontait à 2022, contre-coup de l'invasion russe de l'Ukraine. Les prix de l'énergie ont bondi depuis le déclenchement par les États-Unis d'une guerre contre l'Iran, Téhéran ayant notamment riposté en bloquant le détroit d'Ormuz, axe maritime majeur pour le transport d'hydrocarbures. Dans les stations-service américaines, l'essence ordinaire est aussi repartie à la hausse ces derniers temps, à 4,15 dollars le gallon en moyenne. Cela reste néanmoins inférieur au record pour cette catégorie (5,05 dollars), qui avait également été touché en 2022, selon l'association. En plus de la récente remontée des cours du pétrole brut, les prix des carburants sont tirés vers le haut par la flambée des marges des raffi-



neries. Pour le diesel, elles ont atteint cette semaine un record historique aux États-Unis, à 106 dollars le baril, selon Bloomberg, faisant exploser les profits des prin-

cipaux raffineurs. Au deuxième trimestre, les bénéfices des trois principaux acteurs américains du secteur ont été multipliés par quatre par rapport à l'année dernière, pour s'élever à 12,6 milliards de dollars.

La cote de popularité de Trump s'effondre

Sous pression à l'approche des élections de mi-mandat organisées en novembre, Donald Trump a donc convoqué les raffineurs cette semaine à la Maison Blanche pour tenter de faire baisser les prix à la pompe. Comme en Europe, ils devraient toutefois se maintenir à un niveau élevé. Le transport du pétrole reste très perturbé dans le détroit d'Ormuz, les frappes ukrainiennes contre les raffineries russes contribuent à faire pression sur l'offre de produits pétroliers et les stocks ont été largement entamés.

Agence

ALLEMAGNE

Les commandes industrielles de nouveau en hausse en juillet

Selon le ministère allemand de l'Économie, la progression des commandes industrielles résulte d'une nette augmentation de la demande intérieure et la modernisation de l'armée. Les commandes industrielles allemandes ont progressé en juillet davantage qu'attendu, selon des chiffres officiels publiés vendredi, portées par une demande intérieure en hausse et de grosses commandes liées aux investissements massifs du gouvernement dans les infrastructures. Sur un mois, le volume des commandes a progressé de 2,5% en juillet, en données corrigées des varia-

tions saisonnières et des effets calendaires, a indiqué l'office statistique Destatis dans un communiqué. Un chiffre bien meilleur que ce qu'attendaient les analystes de la plateforme financière Factset, qui tablaient sur une légère hausse de 0,5%.

Une industrie automobile en crise

Le rythme de progression a toutefois légèrement ralenti: les commandes à la hausse de 3,1% en mai avaient surpris. "Avec cette troisième hausse consécutive, (les commandes à l'industrie) se sont situées à leur niveau le plus

élevé depuis décembre 2025", a indiqué dans un communiqué distinct le ministère allemand de l'Économie. D'après l'institution, la progression s'explique principalement par "une nette augmentation de la demande intérieure, orientée à la hausse depuis mai, de 9,1%". Elle est par ailleurs liée en particulier "aux achats publics dans le cadre de la modernisation de la Bundeswehr (l'armée allemande, ndr), ainsi qu'aux commandes associées au fonds spécial pour les infrastructures et la neutralité climatique". Le gouvernement allemand s'est accordé en 2025 sur un fonds de plusieurs centaines de milliards d'euros

visant à investir massivement dans la défense et les infrastructures vieillissantes du pays. Sans tenir compte des grosses commandes, les commandes à l'industrie en Allemagne ont reculé de 1,4% sur un mois, a précisé Destatis. "Les grandes commandes continuent d'alimenter la marée montante des nouvelles commandes", a commenté Jens-Oliver Niklasch de LBBW, citant la construction navale, ferroviaire et aéronautique, qui a affiché une spectaculaire hausse de 126,4% sur un mois. "On peut parler de conjoncture exceptionnelle", selon lui.

R.I

IL A FONDU DE 82% EN UN MOIS

L'excédent commercial du Canada s'est contracté

L'excédent commercial du Canada a fondu au mois de juillet, a annoncé jeudi l'institut de statistiques, avant même que de nouveaux droits de douane américains n'entrent en vigueur après la rupture fin août des négociations entre les deux pays. Il est passé d'un niveau historiquement haut de 4,2 milliards de dollars canadiens (2,62 milliards d'euros) en juin à 769 millions de dollars canadiens (480 millions d'euros) en juillet sous l'effet d'un repli de 2,3% des expor-

tations et d'une hausse de 2,2% des importations. Les exportations ont particulièrement souffert de la baisse des cours du pétrole et des métaux précieux. Celles vers les États-Unis ont reculé de 6,6% en juillet - principalement en raison de la baisse des cours du brut, les États-Unis étant un gros importateur de pétrole canadien -, "ce qui représente la baisse en pourcentage la plus marquée depuis avril 2025", a détaillé Statistique Canada. L'excédent commercial à l'égard des

États-Unis a été divisé par près de deux à 5,9 milliards de dollars en juillet contre 10,3 milliards en juin.

Le repli devrait s'accroître

L'annonce de ce repli de l'excédent commercial canadien intervient alors que le conflit commercial entre le Canada et les États-Unis s'est envenimé ces dernières semaines, ce qui aura une incidence négative

sur la balance commerciale canadienne dans les mois à venir. Le Premier ministre canadien Mark Carney a rompu récemment les négociations commerciales avec Washington, accusant la Maison Blanche de vouloir lui imposer un accord commercial "injuste", et a riposté à l'entrée en vigueur de nouveaux droits de douane américains le 22 août avec une série de contre-surtaxes qui seront effectives le 8 septembre.

Agence

CORÉE DU SUD

Séoul a enregistré un nouvel excédent courant en juillet

La Corée du Sud a enregistré un excédent courant en juillet, ont montré ce vendredi des données de la Banque de Corée (BOK), grâce aux exportations solides sur fond de boom mondial de l'intelligence artificielle (IA). L'excédent courant s'est élevé à 42 milliards de dollars en juillet, en baisse de 7,65 milliards de dollars

par rapport au mois précédent, selon les données de la banque centrale. Par rapport au même mois de l'année dernière, cela représente un bond de 30,1 milliards de dollars. La BOK a déclaré que la balance des biens a affiché un excédent de 40,43 milliards de dollars en juillet, alors que les exportations ont crû de 65,3% en glissement annuel à

100,4 milliards de dollars. La banque centrale a ajouté que le solde des revenus primaires, incluant les revenus des travailleurs étrangers, les paiements de dividendes à l'étranger et les revenus d'intérêts, a été excédentaire de 4,35 milliards de dollars en raison de la hausse des revenus des capitaux propres. La Corée du Sud a rapporté un

excédent courant tous les mois depuis mai 2023, étendant la série à 38 mois consécutifs. En 2025, l'économie sud-coréenne a affiché l'excédent courant annuel le plus important jamais atteint, avec 123,05 milliards de dollars, après le record précédent de 105,1 milliards de dollars établi en 2015.

Agence

ZONE EURO L'UE recherche des solutions pour réduire son déficit commercial avec la Chine

L'UE cherche à réduire son déficit commercial de près de 360 milliards d'euros avec la Chine, tout en avertissant qu'elle renforcera les mesures de sauvegarde en cas d'échec des négociations. Le déficit commercial de l'Union européenne avec la Chine s'élève à environ un milliard d'euros par jour, un chiffre considérable. Ce déficit persiste depuis plus de dix ans, l'UE important systématiquement davantage de biens en provenance de Chine qu'elle n'en exporte. Par conséquent, l'UE cherche à persuader la Chine de limiter ses exportations vers le marché européen, afin de réduire le déficit commercial croissant avec Pékin. Le commissaire européen au commerce a déclaré que les relations UE-Chine seraient plus efficaces si cette question était abordée des deux côtés : l'Europe augmentant ses exportations vers la Chine, tandis que Pékin gérerait mieux le flux de marchandises vers l'UE. Les industries chimiques et automobiles européennes subissent également la pression des importations chinoises à bas prix. L'UE négocie avec Pékin et souhaite obtenir des résultats concrets, notamment des solutions pilotes pour remédier à la surproduction chinoise. En cas d'échec des négociations, l'UE prévient qu'elle intensifiera le recours aux mesures de protection commerciale et pourrait restreindre l'accès des produits chinois au marché européen. L'UE est actuellement soumise à des pressions pour obtenir des résultats concrets d'ici la mi-octobre.

R.I

UNE ÉTUDE DE 11 ANS APPORTE DE NOUVEAUX ÉLÉMENTS

Les réseaux sociaux sont-ils vraiment liés à la dépression ?

Pendant onze ans, une équipe de chercheurs américains a suivi 183 000 adultes pour mesurer le lien entre l'usage des réseaux sociaux et la dépression. Passé 150 minutes quotidiennes de connexion, le risque associé augmente sensiblement, selon leurs résultats.



Même si cette étude a été réalisée aux États-Unis, elle nous enseigne les effets de nos usages quotidiens des réseaux sociaux et leur impact sur notre santé mentale, notamment le risque de dépression. Ce risque augmente nettement une fois dépassées 150 minutes de connexion quotidienne aux réseaux sociaux, selon cette étude américaine parue dans la revue npj Mental Health Research. Entre 2014 et 2024, des chercheurs de plusieurs universités, dont Northwestern et Stanford, ont suivi chaque année 183 000 adultes âgés de 18 à 70 ans. Les volontaires renseignaient leur temps quotidien passé sur les réseaux sociaux et signalaient eux-mêmes leurs éventuels symptômes dépressifs. Les chercheurs ont ensuite appliqué un modèle d'apprentissage automatique pour repérer, année après année, le poids de cette variable parmi les facteurs associés à la dépression.

Le risque augmente après deux heures trente d'usage quotidien

Chaque année, environ 16 700 personnes en moyenne ont répondu à ce sondage, soit 183 300 participants au total sur onze ans. Les chercheurs ont mesuré, grâce à un modèle de classification automatique, la contribution de chaque variable au risque prédit de dépression. Sur la période, celle attribuée aux réseaux sociaux a progressé, passant de 0,024 en 2014 à environ 0,04 en 2020 et 2021. Une précision globale de 0,71 à 0,75 ressort de ces calculs, avec une capacité de discrimination du modèle comprise entre 0,661 en 2014 et 0,739 en 2022 selon les années. Le risque augmente de 0,26 % par minute quotidienne supplémentaire, soit environ 17 % par heure de plus. Cette progression est plus marquée à partir de 150 minutes de

connexion quotidienne. Selon Martin Block, chercheur à l'université Northwestern et coauteur de l'étude, ce lien apparaît chaque année, y compris après avoir isolé l'effet de la pandémie de Covid-19. Toutefois, le recrutement des participants a été confié à un prestataire commercial, et les données ont toujours été recueillies en janvier de chaque année, reconnaissent les chercheurs. Ils n'ont pas non plus séparé, dans leurs analyses, le simple défilement de contenus de l'usage plus actif des réseaux, comme la publication ou l'échange de messages. Enfin, ils rappellent avoir mesuré des symptômes autodéclarés, non un diagnostic clinique. Chaque année, ils ont aussi interrogé des personnes différentes, sans suivi individuel dans la durée. En raison de cette différence, les chercheurs ne peuvent pas établir de lien de cause à effet. Au-delà des mineurs, une étude de l'Insee, publiée en octobre 2025 à partir de l'enquête EpiCov, a interrogé 65 423 adultes sur leurs usages numériques et leur santé mentale. Plus de la moitié des 18-24 ans déclaraient alors s'exposer à quatre heures ou plus d'écrans par jour, en dehors du travail ou des études. Chez les femmes de cette tranche d'âge qui consultent les réseaux sociaux au moins cinq fois par heure, la prévalence de symptômes dépressifs s'élève à 29 %, contre 18 % en moyenne pour l'ensemble des 18-24 ans. Les adolescents sont au centre du débat français. En revanche, l'étude américaine concerne des adultes de 18 à 70 ans. Or, cette tranche d'âge n'était pas concernée par la loi française invalidée en août. Selon les auteurs, il ne suffit pas de mesurer ce lien pour déterminer si les niveaux d'exposition observés représentent, à eux seuls, un risque cliniquement significatif.

Anthropic reporte son introduction en Bourse

Le géant de l'IA ne va pas entrer en Bourse tout de suite. Il va attendre encore un (tout) petit peu. L'entrée en Bourse de SpaceX a été un moment impressionnant, en étant la plus importante opération de ce genre de l'histoire, avec 75 milliards de dollars récoltés. Mais ce record pourrait bien être invalidé rapidement avec la prochaine IPO d'Anthropic, dont on s'attend à ce qu'elle dépasse encore le moment SpaceX. Une opération très attendue, mais qui va être légèrement reportée. Anthropic devait avancer rapidement sur son introduction en Bourse. Mais la société de Dario Amodei va finalement prendre un peu son temps. En effet, selon Reuters, alors que son prospectus d'introduction en Bourse devait commencé à être distribué dès ce début de semaine, il le sera finalement plutôt à la fin du mois de septembre. Ce moment est habituellement considéré comme une étape finale avant l'arrivée en Bourse. Ce décalage va donc mener Anthropic à lancer sa grande opération financière durant le mois d'octobre, à la mi-octobre au plus tôt. Un timing qui place cette introduction juste avant les élections midterms de novembre aux États-Unis. Reste que, ce délai supplémentaire ne devrait pas changer grand-chose au fait que cette opération devrait être exceptionnelle, et donner naissance à un titan de l'intelligence artificielle. On s'attend ainsi qu'Anthropic atteigne une valorisation folle de 2 000 milliards de dollars grâce à cette introduction en Bourse. Pour comparaison, la plus grosse capitalisation boursière au monde est à l'heure actuelle NVIDIA, à 5 500 milliards de dollars environ. À 2 000 milliards de dollars, Anthropic prendrait directement la septième place au classement des plus grandes capitalisations mondiales, entre TSMC (environ 2 220 milliards de dollars) et SpaceX (environ 1 950 milliards de dollars). Autant dire qu'OpenAI a du souci à se faire face à la croissance de son rival !

La Maison Blanche transforme Snake en jeu vidéo pour expulser des immigrés

Sur le site officiel de la Maison Blanche, cinq jeux au graphisme pixelisé sont inspirés de Tetris, de Snake et de Flappy Bird. Dans l'un, il faut construire un mur à la frontière mexicaine. Dans l'autre, le joueur incarne le conseiller Tom Homan et rassemble des migrants venus du Rio Grande pour les expulser. Cette collection de cinq jeux porte le nom d'Arcade.gov. Son slogan est « Enter the arcade of winning », soit « Entrez dans l'arcade de la victoire ». Mise en ligne cette semaine sur le site de la Maison Blanche, elle compte, outre Build the Wall et Rio Run, trois autres titres. Dans Flappy Bill, l'oiseau jaune de Flappy Bird est remplacé par un aigle chauve. Comme vous pourrez le voir dans la vidéo ci-dessous, publiée sur le compte officiel de la Maison Blanche, il survole des colonnes dont la silhouette ressemble à celle de la Maison Blanche. Trump Savings Tycoon s'inspire du principe de Duck Hunt pour mettre en scène les comptes d'épargne ouverts aux enfants par l'administration. Supply Line, enfin, consiste à retirer des aliments réputés malsains d'un tapis roulant de cantine scolaire. Dans Rio Run, Tom Homan,



principal conseiller de Donald Trump pour les questions migratoires, gagne des points à chaque migrant qu'il rassemble avant de les expulser.

La Pokémon Company dénonce l'usage de son image par la Maison Blanche

The Tetris Company, qui détient les droits du jeu Tetris, a réagi vendredi à la mise en ligne de Build the Wall, rapporte notre confrère

Le Monde. L'éditeur dit ne pas avoir autorisé l'usage de sa marque, et revendique « la connexion entre les gens plutôt que leur division ». Il n'a pas précisé s'il envisageait une action en justice. Contactée par l'AFP à ce sujet, la Maison Blanche n'a pas réagi vendredi soir. Cette marque n'est pourtant pas la seule concernée. Jeudi, sur son compte X, la Maison Blanche a aussi diffusé un visuel calqué sur le jeu mobile Po-

kémon Pokopia, pour promouvoir le slogan MAGA. Cet acronyme désigne « Make America Great Again », soit « rendre à l'Amérique sa grandeur ». Selon la Pokémon Company International, l'entreprise n'a pas participé à la création ni à la diffusion de ce visuel, et aucune autorisation n'a été accordée pour l'utilisation de sa propriété intellectuelle. Un an plus tôt, en septembre 2025, le ministère de la sécurité intérieure (DHS) a publié une vidéo sur des arrestations de migrants. Cette vidéo reprenait le slogan « à la chasse, attrapez-les tous ». Des associations l'ont jugée dégradante. Le gouvernement japonais multiplie de son côté, depuis 2026, les protestations diplomatiques contre l'usage de personnages comme Pikachu ou Mario dans des vidéos de la Maison Blanche. Sur les réseaux sociaux, des joueurs ont par ailleurs repéré des emprunts aux logos de Xbox et de Sega dans les publicités de la collection, et interpellé les deux entreprises pour savoir si elles avaient validé cette utilisation.

Des joueurs signalent de nombreux bogues

Par ailleurs, plusieurs internautes ont relevé la mauvaise qualité technique de la collection. Entre autres, Build the Wall plante lorsque le mur atteint le sommet de l'écran. La partie ne peut alors plus continuer. Des joueurs ont aussi critiqué la lenteur de Rio Run, éloignée selon eux des sensations du Snake original. Un responsable de la Maison Blanche a défendu, auprès de Fox News, une administration concentrée sur les moyens d'innover pour faire connaître les réussites du président de façon à toucher chaque Américain. Très concrètement, sur le terrain, le ministère de la sécurité intérieure, le DHS revendique, pour le seul mois d'août, un record de près de 51 000 arrestations de personnes en situation irrégulière. Mais des défenseurs des migrants critiquent vivement cette politique. « Ils ont joué avec la vie des gens pendant des années, et maintenant ils font un jeu vidéo de leurs actions », a répliqué à l'AFP Amerika Garcia Grewal, codirectrice de l'ONG texane Frontera Federation. Un sixième jeu, dont le thème n'a pas été précisé, doit prochainement rejoindre la collection.

COURROIE DE DISTRIBUTION IMMERGÉE

Certains constructeurs automobiles ont-ils joué aux apprentis sorciers ?

L'ancien groupe PSA Peugeot-Citroën, Ford et Honda partagent un point commun dont ils se seraient bien passé : celui d'avoir opté pour une courroie de distribution immergée dans l'huile sur certains moteurs. Ces constructeurs automobiles se sont laissés séduire par une solution proposée par des équipementiers et qui présentait des avantages de taille sur le papier. Mais cette innovation n'a pas tenu toutes ses promesses, et ce sont parfois les clients qui ont payé les pots cassés avec de sérieux problèmes de fiabilité.

Faire tremper une courroie de distribution dans l'huile ? Aujourd'hui, cette idée est généralement associée au trois-cylindres 1.2 PureTech qui a animé de nombreux modèles et à d'importants problèmes de fiabilité. Mais le groupe PSA, qui se limitait encore à Peugeot et Citroën à cette époque, n'est pas le seul à avoir misé sur cette solution. À peu près à la même période, Ford, avec ses moteurs Ecoboost et Ecoblue, ainsi que Honda, sur son 1.0 i-VTEC, ont également utilisé cette technologie, qui n'émane d'ailleurs même pas d'un constructeur à la base. Comme beaucoup d'innovations dans l'automobile, elle avait en effet été initialement proposée par des équipementiers, avec de réels arguments pour la défendre.

Pourquoi plusieurs marques ont opté pour la courroie de distribution immergée ?

Dans une récente présentation du remplaçant du 1.2 PureTech, désormais doté d'une chaîne de distribution, Peugeot nous a rappelé les raisons qui l'avaient initialement poussé à adopter une courroie immergée. "Sur un trois-cylindres, c'est assez important, car ça permet d'optimiser l'équilibrage de pression entre le haut et le bas moteur", nous avait dit Fabien Gouzonnat, directeur du développement des moteurs pour Stellantis en Europe de l'Ouest. "Et puis, par rapport aux chaînes qui étaient disponibles à l'époque [...], ça diminue la consommation de carburant et on a une meilleure acoustique."

Mais il y a un autre atout qui n'a pas été mis en avant par notre interlocuteur et qui semblait pourtant important lorsque ce 1.2 PureTech et son dérivé 1.0 VTi/Puretech sont arrivés, en 2012. Cette solution était aussi censée permettre d'espacer davantage les intervalles de remplacement par rapport à une courroie sèche classique. Or le changement de la courroie de distribution fait partie des interventions mécaniques obligatoires les plus onéreuses dans la vie d'une voiture. Même si la pièce n'est pas du tout chère, la main-d'œuvre nécessaire à cette opération peut aisément excéder le millier d'euros. Proposer une périodicité plus longue peut donc être un moyen de séduire certains clients.

Chez Stellantis, on avait ainsi choisi initialement d'indiquer un remplacement de la courroie de distribution tous les 10 ans et 175 000 km. Pour beaucoup de propriétaires adeptes de la location longue durée ou qui aiment renouveler leur voiture souvent, cela permettait même d'éviter d'avoir à se soucier de cette intervention. Même chose pour les flottes d'entreprises qui cherchent à optimiser le coût total de possession (alias TCO pour total cost of ownership). Mais cet argument s'est finalement retourné contre les constructeurs qui ont voulu s'en servir.

Quels problèmes peut poser le choix d'une courroie humide ?

Dans certaines conditions d'utilisation, la



courroie humide s'est en effet dégradée plus vite que prévu. C'est tout particulièrement le cas pour les véhicules qui effectuent essentiellement de courts trajets à basse vitesse. Cette usure accélérée aurait déjà été problématique avec une courroie sèche, dont la rupture peut souvent engendrer la casse du moteur instantanément. Mais ici, les micro-débris de caoutchouc peuvent en prime se mélanger à l'huile. À la longue, ils finissent ainsi par boucher la crépine de la pompe à huile, ce qui peut conduire à une "mort" beaucoup plus lente de la mécanique.

Sur le 1.2 Puretech, ça a même pu causer des soucis d'assistance au freinage qui ont obligé à lancer plusieurs rappels de grande ampleur. Comme le montrent les témoignages envoyés sur notre formulaire fiabilité, tous les constructeurs qui ont employé une courroie immergée ont cependant été touchés par cette problématique d'usure prématurée et par ses conséquences potentiellement funestes sur la mécanique.

Comment le groupe Stellantis a-t-il tenté de redresser le tir ?

Chez Stellantis, l'une des réactions a été rapidement de revoir l'intervalle de remplacement à la baisse. Il est passé à 6 ans ou 100 000 km, voire moins en fonction d'un contrôle de la courroie désormais effectué à chaque entretien. Mais cette décision a suscité la grogne de certains clients. Ils ont estimé que leur voiture ne correspondait plus entièrement à ce qui leur avait été promis. Pour le 1.2 Puretech, la pilule a été d'autant plus difficile à avaler que ce trois-cylindres a pu également être victime d'une forte tendance à la surconsommation d'huile.

Une action collective en justice contre la multinationale a ainsi fini par être lancée et par engranger quelques milliers d'inscriptions. Stellantis a cependant depuis pris des mesures supplémentaires. À commencer par la mise en place d'une garantie 10 ans/180 000 km pour ces soucis d'usure prématurée de la courroie ou d'appétit en lubrifiant excessif. Même si certains propriétaires se plaignent encore de voir leurs dossiers refusés pour des raisons qu'ils estiment discutables, le groupe euro-américain se montre ainsi beaucoup plus généreux que Ford.

Quelle a été la réaction de Ford et Honda face aux problèmes de courroie ?

Selon vos témoignages, la marque à l'Ovale a en effet tendance à refuser la plupart du temps les prises en charge financières en cas de réparations onéreuses. C'est d'ailleurs une des raisons qui ont contribué à la faire dégringoler dans notre dernière enquête sur le service après-vente. De plus, seul le diesel 2.0 Ecoblue a vu la périodicité de remplacement de la courroie descendre de 10 ans/240 000 km à 6 ans/160 000 km.

Sur le 1.0 Ecoboost, Ford est toujours resté sur le même intervalle de 10 ans/240 000 km. Des échéances que certains véhicules n'ont jamais réussi à atteindre, leur trois-cylindres ayant parfois cassé avant. Mais le nombre de cas est tout de même plus faible que chez Stellantis, d'autant que le constructeur avait su passer beaucoup plus vite de la courroie humide à la chaîne de distribution sur cette mécanique. À défaut d'offrir une solution aux clients de la première heure, cela a au moins limité le nombre de mécontents. Du côté de Honda, le 1.0 i-VTEC équipé de cette solution aura connu une carrière assez courte et animée une seule génération de Civic. Ajoutez-y la faible diffusion du constructeur en Europe, et les problèmes bien réels rencontrés par ce moteur n'ont pas fait trop parler d'eux chez nous. D'autant qu'une extension de garantie spécifique aurait aussi été mise en place pour cette mécanique. Mais quelques lecteurs nous ont malgré tout écrit pour nous dire que leur expérience malheureuse leur avait donné envie de changer de crèmerie. Même une firme réputée pour la fiabilité de ses modèles peut donc aujourd'hui regretter d'avoir opté pour une courroie immergée...

Mots fléchés

RESTAURA NOTRE-DAME ROMANÇA NOTRE-DAME		VIRAGE EN STATION 10 DANS LES TOURS		NOTRE- DAME EN EST UN CONCENTRÉ		SONNEUR DE CLOCHES LA CROATIE SUR LE WEB		TEL QUASIMODO TEL QUASIMODO		IL Y FUT SACRÉ EN 1804		VALEUR REFUGE ORTHÈSE	
										COULE EN SUISSE			
FUSE DANS L'ARÈNE 250 TONNES DANS LA FLÈCHE				CROISE LA NEF									ELLE FAIT MOUCHE
					POUFFERA	UN APPEL À L'AIDE (POUR NOTRE- DAME ?)				EFFECTUE UN RETRAIT			
ÉVANGILE ABRÉGÉ COUREUR DU DÉSERT			TRANCHE DE VIE	ACTEUR FÉTICHE DE PAGNOL FAITE DE VITRAUX						COMPTE D'ÉPARGNE PARALYSA			
						PRONOM PERSONNEL				DÉRANGÉ FAIT DE VERRE ET DE PLOMB			
HAUT DE GAMME PRONOM PERSONNEL						FIT PLACE NETTE		INSTRUMENT À CORDES COMPENSE LE POIDS DE LA VOUTE					
			AU SUD DE LA CORSE										SUR LE PORTAIL DU JUGEMENT DERNIER
OEUVRE D'AÈDE		NOTE DU CHEF HÉROÏNE DE NOTRE-DAME			ÇA VIENT DU COEUR						CRI BERBÈRE	CITÉ SUMÉRIENNE	
			AFFAIRE DE DROIT BERCEAU DE BRASSENS				UTILE À L'ARCHI- TECTE DIPLOME						
CHÂTEAU DE LA LOIRE POINT CULMINANT					QUATUOR DISCO AGENT DE LIAISON					RÉACTION QUAND LES TOURS ONT RESISTÉ THALLIUM			
				TRIBU SÉGUSIAVE DU LYONNAIS		ÉTAIT FAITE DE BOIS ET DE PLOMB							
SURNOM DE LA CHARPENTE EN BOIS	PROPRIÉTAI- RE DE N.-D. 3000 TUYAUX DANS LA NEF					L'ÉVÊQUE QUI DÉCIDA SA CONSTRUC- TION						ENTRE L'ÉTRAVE ET LA QUILLE	
					LANGUE ROMANE CORDE SENSIBLE		SIFFLÉE		UNE NOTRE-DAME EN NORMANDIE	COULE EN RUSSIE NAZI			SUJET FÉMININ
BRILLAIT À MEMPHIS CE QU'ELLE EST AVANT TOUT			ENCA- DREMENT										
						TÊTES DE CANARD PARESSEUX					PRONOM PERSONNEL DANS LA GAMME		
BOUT DU NOEUD FRÉDÉRIC OZANAM LE FUT À N.-D.			AIGLE D'AUSTRALIE							À 93 MÈTRES SOUS LE SOMMET DE LA FLÈCHE			
								COULE À SON PIED					

ACCIDENTS DE LA ROUTE
14 décès et 547 blessés en 48 heures

Quatorze (14) personnes sont décédées et 547 autres ont été blessées dans 410 accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas, indique, samedi, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'Ain-Témouchent, avec 2 morts et 6 blessés, précise la même source.



TRAVAUX PUBLICS ET
INFRASTRUCTURES
**L'Algérie et le Niger
renforcent leur
coopération technique**

Les concertations algéro-nigériennes autour du renforcement de la coopération technique dans le domaine des travaux publics et des infrastructures ont été couronnées, jeudi à Alger, par la signature d'accords spécifiques et l'adoption d'un plan d'action commun, indique un communiqué du ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base. Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djel-laoui, a reçu, au siège de son département ministériel, une délégation nigérienne conduite par le Secrétaire général du ministère de l'Équipement et des Infrastructures, Abdoulaye Ouma Ahmet, accompagné des directeurs généraux de laboratoires relevant du secteur au Niger, selon le communiqué.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des recommandations issues de la 2e session de la Grande commission mixte algéro-nigérienne, tenue à Niamey les 23 et 24 mars derniers, et fait suite aux accords conclus lors de la visite en Algérie, le 23 juin dernier, du ministre nigérien de l'Équipement et des Infrastructures, Salissou Mahaman Salissou.

Les discussions ont porté sur les voies et moyens de concrétiser le protocole de coopération signé à Niamey le 24 mars dernier, ainsi que sur le suivi de la mise en œuvre des mémorandums d'entente conclus entre l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP) et le Laboratoire central des travaux publics (LCTP), d'une part, et leurs homologues nigériens, d'autre part.

Ont également été examinées les perspectives d'élargissement des domaines de partenariat et de renforcement des capacités techniques des deux parties.

Les concertations ont, en outre, permis d'aborder les projets d'accords et de programmes de coopération, notamment un accord spécifique entre l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics et le Centre de perfectionnement des travaux publics (CPTP) du Niger, et d'un plan d'action commun entre les deux institutions, outre un accord de formation et de perfectionnement entre le LCTP et le Laboratoire national des travaux publics et du bâtiment (LNTP/B) du Niger, ainsi que d'un programme de formation au profit des cadres techniques nigériens.

Elles ont abouti à la signature des accords spécifiques entre les laboratoires concernés et à l'adoption de la mouture finale du plan d'action, avec le lancement de sa mise en œuvre sur le terrain, particulièrement à travers le transfert d'expertises et l'organisation de formations techniques dans les différents domaines des travaux publics et des infrastructures.

Cette coopération vise à renforcer les capacités techniques de la partie nigérienne et à promouvoir l'échange d'expertises entre les établissements spécialisés des deux pays, de manière à consolider la coopération bilatérale dans le secteur des travaux publics et des infrastructures.

R E.

Par S. R.

Les étudiants disposeront bientôt de davantage de temps et d'espaces pour étudier, effectuer leurs recherches et développer leurs projets. Les infrastructures et équipements universitaires seront en effet ouverts jusqu'à 22h00, dans le cadre des nouvelles orientations du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique visant à améliorer les conditions d'accueil et d'apprentissage au sein des campus.

Cette mesure a été mise en avant ce samedi par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, lors d'une visite d'inspection à l'université de Boumerdès. Le ministre s'est ainsi rendu dans les facultés de Médecine, des Sciences et des Sciences de l'ingénieur afin de suivre les préparatifs de la prochaine rentrée universitaire et l'état d'avancement de plusieurs actions inscrites dans le plan de développement stratégique de l'université algérienne 2024-2029. L'extension des horaires d'ouverture doit ainsi permettre aux étudiants de bénéficier plus largement des bibliothèques, espaces de travail et autres équipements universitaires. Elle répond notamment aux besoins de ceux qui souhaitent poursuivre leurs révisions après les cours, approfondir leurs travaux de recherche ou avancer sur des projets nécessitant davantage de temps et de dis-

ponibilité. Cette mesure s'inscrit ainsi dans une conception plus ouverte de l'université, où les infrastructures ne doivent pas uniquement être accessibles durant les horaires classiques des enseignements. L'objectif est de créer un environnement davantage adapté aux différentes exigences du parcours universitaire et de donner aux étudiants des conditions plus favorables pour travailler et développer leurs compétences.

À Boumerdès, cette volonté d'améliorer l'environnement étudiant s'accompagne par ailleurs d'un programme de modernisation de plusieurs facultés. À la faculté de Médecine, les opérations portent notamment sur le réaménagement des espaces pédagogiques, l'amélioration des accès et du cadre extérieur, ainsi que sur la numérisation des services destinés à faciliter l'accueil et l'orientation des étudiants. La faculté des Sciences fait également l'objet d'une réorganisation de ses espaces intérieurs et extérieurs, avec l'ambition d'offrir un cadre universitaire plus fonctionnel et plus attractif. Ces actions viennent ainsi compléter l'extension des horaires d'accès aux infrastructures et participent à l'amélioration générale des conditions d'étude.

La modernisation concerne également le contenu des formations. À la faculté des Sciences de l'ingénieur, de nouvelles spécialités sont en effet envisagées dans des domaines technologiques tels que la microélectronique, les puces électro-

niques, la mécanique, l'ingénierie du matériel informatique, les systèmes embarqués et l'automatisation. Ces filières doivent contribuer à mieux adapter les compétences universitaires aux besoins des secteurs technologiques et industriels.

La visite ministérielle a également permis de rappeler la place accordée à l'intelligence artificielle dans la transformation de l'université algérienne. Sa généralisation doit concerner la formation et la recherche, mais également la gestion pédagogique, administrative et les différents services universitaires. Dans le même temps, le ministère entend renforcer l'accompagnement des étudiants vers l'entrepreneuriat et l'auto-emploi.

Les incubateurs universitaires sont ainsi appelés à jouer un rôle accru pour permettre aux étudiants de transformer leurs idées et leurs innovations en projets économiques susceptibles de créer de la richesse et de l'emploi. L'ensemble de ces mesures s'inscrit dans le modèle de l'« Université 4.0 », fondé sur la numérisation, l'innovation et l'intelligence artificielle. À travers l'allongement des horaires d'ouverture, la modernisation des infrastructures et l'évolution des formations, l'objectif affiché est donc de placer davantage l'étudiant au centre du fonctionnement de l'université et de lui offrir un environnement mieux adapté à ses besoins académiques et à ses ambitions professionnelles.

BALADNA EL DJAZAIR

Une caravane nationale pour recruter 1 000 talents

Synthèse R E.

Baladna El Djazair a annoncé le lancement d'une campagne nationale de recrutement visant à pourvoir progressivement 1 000 postes durant l'année 2027, dans le cadre de la montée en charge opérationnelle de son projet intégré dans la wilaya d'Adrar, a indiqué l'entreprise dans un communiqué. Baptisée « caravane nationale des talents », cette campagne débutera à Adrar avant de sillonner plusieurs grandes villes du pays, notamment Oran, Constantine et Alger, dans le cadre d'une opération destinée à attirer des compétences algériennes dans différents domaines liés à l'agriculture, à l'élevage et à l'industrie. « Cette première phase de recrutement précède un projet qui prévoit 5 000 emplois directs à terme, au bénéfice de l'emploi local », précise Baladna El Djazair dans son communiqué.

L'opération de recrutement s'inscrit dans la volonté de l'entreprise de constituer progressivement un capital

humain capable d'accompagner le développement du projet et de maîtriser les différentes étapes de la chaîne de valeur, allant de la production végétale à la transformation industrielle. Selon le communiqué, les 1 000 postes prévus s'articuleront autour de trois principaux pôles, à savoir la production végétale, la production laitière et la transformation industrielle.

Le premier pôle concerne notamment les cultures et les opérations agricoles sur le terrain, tandis que le deuxième englobe l'élevage bovin, la gestion du troupeau et la production de lait. Le troisième pôle porte sur les activités de transformation industrielle, notamment la production de lait en poudre et les opérations connexes.

Une large gamme de métiers sera ainsi proposée aux candidats, notamment des postes d'agronomes, de conducteurs d'engins et de pivots, de techniciens électromécaniciens, d'hydrologues, d'ingénieurs en automatisme, de vétérinaires et de spécialistes de l'alimentation animale.

La campagne concernera également

des techniciens spécialisés dans la santé du troupeau, l'encadrement des exploitations et du cheptel, ainsi que des ingénieurs procédés, des opérateurs de l'usine de lait en poudre, des techniciens du contrôle qualité et des techniciens de maintenance.

A travers cette démarche, Baladna El Djazair entend également contribuer au développement du savoir-faire national et à la formation de compétences dans des secteurs considérés comme stratégiques pour la sécurité alimentaire.

« Notre capital humain devrait croître pour dépasser 1 000 employés dès l'année prochaine, et atteindre 5 000 à terme. Notre objectif est d'attirer les talents dont le projet a besoin, et de les former aux technologies de pointe et au savoir-faire de notre industrie. Ce sont ces talents algériens qui bâtiront ce projet, en assureront l'avenir, et garantiront la sécurité alimentaire du pays », a déclaré Athmane Ouadah, Directeur Senior des Ressources Humaines de Baladna El Djazair, cité dans le communiqué.